

LE MONDE LIBERTAIRE



2€

ISSN 0026-9433

« Le souci majeur de toute classe dominante
est d'empêcher les travailleurs, les esclaves, de réfléchir. »

George Falconer, IWW

N° 1556

du 14 au 20 mai 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes



CHESTER.

SYNDICATS LE GRAND ÉCART !

Sommaire

Étranges **IVG** au Brésil, par P. O'Neil, page 4

Récréation et examens, par P. Schiller, page 5

Brèves de **mai**, page 7

Au sujet d'un article sur l'**autogestion**, par Daniel, page 8

Enseigner **Madame Bovary**, par Caroline, page 9

Vélib' passé au crible!, par le Dr Martius, page 11

Histoire de **pirates**, par G. Goutte, page 14

Carte postale d'**Égypte**, par P. Sommermeyer, page 15

Sortir du capitalisme, par R. Hamm, page 16

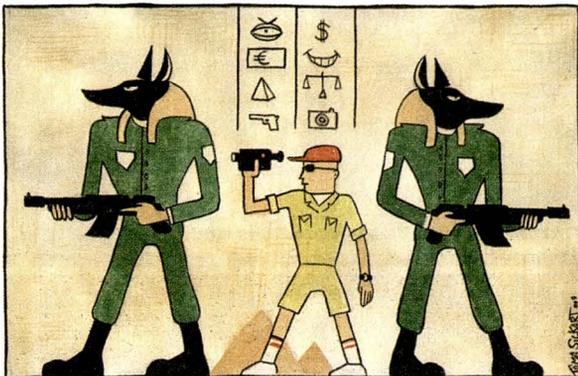
Simone Weil embrigadée..., par Mato-Topé, page 17

Simone sur le front d'Aragon, par Louis Mercier, page 18

Vie du mouvement, page 21

Les programmes de **Radio** libertaire, page 22

L'agenda, réunions, manifestations, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine : Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Jean-Pierre Levaray



L'État terroriste balance ses bombes fumi-gènes aux coins des salons et des kiosques à journaux : pandémie porcine, Ligue des champions, lait empoisonné, Coupe de France. Faut bien masquer la lutte des classes ; faire oublier la crise qui tue les gueux et les patrons ripoux qui délocalisent ; cacher la juste révolte des étudiants maintenue dans l'ombre depuis trois mois ; occulter la Réforme avec son R de Recul, de Réaction, de Régiment de CRS. La culture du résultat n'est pas un résultat, c'est une culture, précise finement Éric Fassin. Pouvoir du spectacle.

Face à cela, les bons syndicats qui restent à la maison comme disait Léo, ergotent, tempèrent, collaborent, torpillent et finalement coulent les sincères velléités de révolte populaire. Ils accouchent – lamentables – d'une journée du 26 mai « à la carte » et d'un faiblard appel national le 13 juin. C'est le prix à payer pour que ces faux-nez conservent le glorieux titre de « partenaires » du capital et de ses pantins. Pouvoir de la collaboration.

Emberlificotés dans la mascarade électorale, les Bayrou, les Aubry et autres Sarkozy n'en finissent plus de polir et de trompeter de prétendus programmes. Autant de titatas peu soucieux de préserver le plus de confort pour le plus grand nombre mais seulement de les maintenir ou de les propulser au pouvoir. On peut les résumer ainsi : Je veux tout le pouvoir pour moâ et quand je l'aurai vous verrez bien ! Fascination du pouvoir.

Devant tant de fausseté, on n'a même plus le courage de sourire au spectacle drôlatique des robocops matraquant allègrement leurs cousins matons en leur enfumant la tronche. Pouvoir lacrymogène.

C'est vrai qu'elle est pugnace la tête hideuse, la tête à claques, la tête à massacre du pouvoir. Aucun effort humain n'en est encore arrivé à bout.

Et il serait bien arrogant de la part des organisations libertaires de se rengorger à ce propos, car les chants des sirènes du commandement et de la puissance ensorcèlent tous les cœurs : Éminences plus ou moins grises, gestions opaques, commensaux aboyeurs, recours à des chefferies rassurantes etc, autant de facilités à éviter. Nos principes anarchistes sont structurellement, viscéralement, conçus pour éradiquer ces déviances. Elle l'avait bien compris, la Louise, et elle le répétait souvent, même que c'était pour ça qu'elle était anarchiste : le pouvoir est maudit.



Image : photothèque du mouvement social.

VOUS ME DIREZ QUE ce n'est plus une information ni une surprise et qu'il faut arrêter de se faire du mal, mais quand même : « Les huit grandes organisations syndicales françaises à l'origine des manifestations des 29 janvier, 19 mars et 1^{er} mai, ont appelé lundi soir à des mobilisations interprofessionnelles unitaires les 26 mai et 13 juin prochains pour exiger du gouvernement et du patronat une autre politique économique et sociale face à la crise. » On y croit. Sarko et les patrons doivent trembler. On sent les Thibault, Chérèque, Mailly et Aschiéri prêts à en découdre. Ils ont fourbi leurs armes et l'assaut est proche.

Ouais, on va gagner. « Le gouvernement et le patronat auraient tort de traiter [les salariés, demandeurs d'emplois et retraités] par le déni et le mépris, alors que la crise, le chômage, les licenciements, les suppressions d'emplois et les politiques de fragilisation des services publics les percutent de plein fouet. Les organisations syndicales appellent solennellement (sic) le gouverne-

ment et le patronat à prendre en compte l'ampleur de ces rassemblements qui expriment inquiétude, désarroi et profond sentiment d'injustice. »

C'est sûr qu'on n'en est pas encore à « pendez-les par les couilles ». Nous avons à faire à des bureaucrates responsables, assis, loin des réalités qui s'adressent à l'État de façon « solennelle » et responsable. Sans doute qu'on n'est pas du même monde, parce que nous, le futur des luttes, on ne le voyait pas comme ça.

Après un 19 mars plutôt réussi, les centrales syndicales n'ont su que proposer un « historique » et surtout foireux 1^{er} mai et voilà qu'ils nous emmènent sur deux nouveaux rendez-vous. Une journée « de mobilisation », donc pas obligatoirement de grève, cela dépendra des situations locales et des secteurs, et une grande manif de prévacances un samedi et seulement régionale même pas nationale, alors qu'on pourrait penser que, malgré tout, ça aurait eu de la gueule de se retrouver plus d'un million à

Coup de sifflet

C'est la fin de la récréation !

Patrice

Individuel Calvados

ALORS SARKO SE FÂCHE, Pécesse menace ! Il va y avoir des retenues de salaire si le mouvement continue. Il est temps de rentrer dans les rangs, les universitaires ont assez joué, il faut redevenir sérieux. Ce n'est pas le tout que de bloquer les cours, faire cours en dehors de l'université, le temple sanctifié de la connaissance, la fin de l'année universitaire arrive et avec elle la période des examens. Si les étudiants et les mandarins (surnom souvent mérité de nos enseignants-chercheurs) ne rentrent pas dans les salles d'examens avant les beaux jours, l'État restant toujours arc-bouté sur ses positions, ça pourrait dégénérer. Et nos élus savent qu'il y a quarante ans le printemps a pu aidé à des manifestations et des révoltes légitimes, n'exagérons pas l'effet du climat sur la propagation d'une révolte, mais quand en 1968 le mois de mai s'y prêta, ça facilita la descente dans les rues ; alors si jamais cette année, le beau temps répondait présent, il vaudrait mieux passer du bon temps dehors et réinventer la vie que de se morfondre dedans à écrire des choses absconses sur une copie officielle d'examen, le soleil dehors et la sueur dedans.

Donc comme ça, il est temps d'évaluer les étudiants sur les cours qui n'ont pas été faits et ne seront pas faits, sur des connaissances qui n'auront pas été acquises. Alors est-ce que les examens se tiendront ou non ? Telle est la question cruciale d'aujourd'hui et qui met tout le monde en haleine.

Comme la quasi-totalité des enseignants universitaires sont tout à fait d'accord sur la nécessité d'évaluer les étudiants pour continuer à faire fonctionner la machine, parions que si les étudiants ne réagissent pas, le mouvement de contestation qui dure depuis bien quatorze semaines va s'écrouler et ce sera encore une opportunité de perdue, sachant que sur les examens les étudiants sont partagés, beaucoup, pollués par le discours ambiant sur la nécessité des diplômes pour un emploi, pensent qu'en effet il faut passer ces examens quand les autres voudraient bien trouver autre chose.

Face à cette urgence de mettre en place les examens, il est intéressant de voir certains présidents d'université (proches du PS pour certains, comme par hasard) poussant au début, en sous-main, les étudiants à s'associer au mouvement et maintenant, alors que ceux-ci décident des blocages des universités et l'arrêt des cours, menacer de recourir à la force publique tout en dénonçant une occupation illégale des universités par des extrémistes, des gauchistes (et pourquoi pas des anarcho-autonomes, ça pourrait aider la police à les arrêter automatiquement pour tentatives terroristes). Étonnant de voir comment une situation voulue par des dirigeants universitaires se trouve devenir indésirable et que ceux-là mêmes qui faisaient la sourde oreille aux critiques de l'anti-démocratie des AG qui décidaient, pas nécessairement à la majorité, des blocages parce que cela les arrangeait, hurlent au rappel des principes de la démocratie qui permet à des étudiants de voter la reprise des cours et des examens là où d'autres veulent continuer le mouvement, parce qu'il faut savoir arrêter un mouvement pour passer les examens. Cela aura au moins le mérite de montrer qu'il ne faut vraiment jamais faire confiance aux autorités quand elles appellent à un mouvement ou quand elles le téléguident. Et devant les récalcitrants, la nouvelle idée de ceux qui refusent de discuter et de négocier, c'est de trouver un nouvel arsenal juridique pour empêcher et étouffer toute contestation, rendre illégale l'occupation des locaux et possibles des poursuites contre ceux qui empêchent la tenue des cours ; c'est beau la démocratie à la Sarko-Pécesse, certes on ne se faisait pas d'illusion sur la démocratie qui peut cacher un gouvernement pré-fasciste comme celui qui nous gouverne actuellement, si ce n'est fasciste comme ça risque de le devenir si on laisse faire.

Le gouvernement a décidé que l'enseignement universitaire du premier cycle devait être pourri. Il lui paraît fondamental que les examens se tiennent pour le crédit des universités, mais il fait en sorte que les premiers cycles

soient perçus comme déplorables: un bachelier qui, ayant présenté des dossiers dans plusieurs filières, apprend qu'il n'est admis qu'en université se demande ce qu'il a fait pour mériter un tel déshonneur.

L'université acquiert son autonomie à travers la LRU, donc ses membres peuvent décider des évaluations et de la façon de valider les semestres. Profitez-en, allez, un petit effort: validez automatiquement les semestres de vos étudiants que vous avez lancés dans la mêlée, soyez solidaires, montrer qu'étudiants et enseignants peuvent se battre pour leurs intérêts.

Les enseignants se battent contre l'évaluation, l'évaluation de leurs travaux; quand ils disent qu'ils ne sont pas contre l'évaluation mais seulement contre les modalités d'évaluation, c'est du discours de justification, en fait les universitaires ne veulent pas globalement être évalués même par leur pairs, alors qu'ils demandent quitte à être évalués que ce soient par leurs pairs; c'est un tel panier à crabe que beaucoup auraient à y perdre. Et ce sont ceux-là mêmes qui ne veulent pas qu'on évalue leurs travaux de recherche qui exigent d'évaluer leurs étudiants. Pourquoi?

Comprenez bien qu'un diplôme donné sans évaluation sérieuse et raisonnable perdrait toute sa valeur et il faut comprendre qu'ensuite il ne vaudrait plus rien sur le marché du travail, que l'université d'où serait issu ce diplôme serait déconsidérée et perdrait tout crédit. Eh bien voilà, il fallait la donner la bonne raison. Mais au fait combien d'étudiants peuvent monnayer sur le sacro-saint marché du travail un diplôme d'histoire de l'art, de psychologie, de littérature, de langues anciennes, de linguistique; arrêtons là la liste à la Prévert. Et pour ceux qui décrochent des diplômes professionnels pour lesquels il y a de l'emploi, comme ils disent nos dirigeants, que leur reste-t-il? Eh bien tout simplement le chemin linéaire: étude, évaluation, diplôme, emploi et chômage en alternance avec évaluation permanente, retraite si elle existe encore, petites douleurs rhumatismales de la vieillesse et adieu, je meurs. C'est tout!

Voilà donc le problème, c'est l'avenir qui réclame des évaluations sérieuses, c'est le système économique qu'il faut subir qui poussent les universitaires à évaluer. Mais ils nous prennent pour des cons.

C'est la dictature du nombre et des valeurs moyennes qui s'imposent pour cacher cet ordre imposé; comme en physique, le nombre arbitre et aide à prendre les décisions, sauf que là on n'est pas en physique on est sur le terrain de l'humain et il faudrait arrêter d'évaluer et mesurer l'humain comme si c'était un paramètre pertinent d'étude scientifique. Et quand on pense à tous ces abrutis et salauds d'enseignants qui affirment qu'il ne faut pas mettre de note inférieure à 4 et supérieures à 16, avec en prime l'obligation de mettre des notes au premier semestre qui soient les plus faibles possibles pour obliger

les étudiants à travailler plus fort au second semestre, pour valider leur année universitaire et passer dans le niveau supérieur! Parce que sinon, ils en profitent pour se relâcher et vivre un second semestre plus tranquille. Où est la scientificité du nombre là-dedans? Mais, tiens, tiens, ces enseignants qui ne veulent pas être évalués, auraient-ils peur qu'on leur applique la même règle?

À l'issue des révoltes d'étudiants de 1968, combien d'universités et d'enseignants de cette époque ont trouvé de nouveaux moyens d'évaluer, voire de ne pas évaluer au sens où on l'entend mais demandaient un réel travail de réflexion non pas seulement personnel mais aussi en groupe parce qu'ils avaient compris que le savoir était social et se construisait avec les autres, et non pas en recrachant la « connaissance-pâtée pour chat », pour montrer qu'on avait assisté aux cours et aux travaux dirigés. Faisons le pari de l'intelligence de la jeunesse et non pas celui de sa passivité. S'il y a passivité, c'est que les cours sont nuls.

Vous avez montré vos pectoraux et fait rouler vos biceps, vous avez menacé de démissionner de toutes les fonctions administratives si le gouvernement ne répondait pas à vos revendications, alors qu'est-ce que vous attendez? Allez donc jusqu'au bout, c'est le moment! Présidents d'université, directeurs d'UFR et d'IUT, chefs de département, directeurs des études, responsables de stages: laissez tout tomber, montrez que si vous ne faites rien la machine s'écroulera d'elle-même. Allez chiche!

Pourquoi le gouvernement reste sur sa position et ne bouge pas? Parce qu'il voit bien que les enseignants-chercheurs font dans la demi-mesure. Pourquoi fait-on dans la demi-mesure? Parce qu'il faut se doter d'une porte de sortie et ne pas perdre le peu auquel les mandarins s'accrochent et sont attachés.

Nous sommes dans le jeu de la poule mouillée, jeu dangereux dans lequel les antagonistes s'affrontent jusqu'à ce que le moins courageux lâche la partie, ici tous ont à perdre, le problème étant de savoir qui s'effacera le premier, les enseignants-chercheurs ou le gouvernement? Pour le moment, les perdants semblent être les universitaires, car ils rentrent dans le jeu des évaluations et des examens, seul moyen de pression qu'ils ont pour eux. En effet, un mouvement d'universitaires ne peut pas perturber le monde économique ou le monde politique, le capitalisme ne s'en sentira pas ébranlé; et puis en passant, combien d'enseignants universitaires défendent les vertus du capitalisme dans leurs cours d'économie, même lorsqu'ils se revendiquent socialistes? Alors, pour le gouvernement continuez si le cœur vous en dit, mais surtout faites passer ces examens rituels aux étudiants, pour leur prétendu avenir.

On nous ferme l'avenir en nous faisant peur avec lui, justement. L'avenir porteur de potentiel se transforme entre leurs mains en avenir tueur d'espoir et d'intelligence. Luttons contre eux pour nous réapproprier l'avenir et ses possibles. P.



1^{er} mai

Cinq mille personnes dans les rues de Besançon et un cortège libertaire assez important, bruyant et voyant. Les syndicats organisaient un apéro repas unitaire et nous n'y étions pas invités. Du coup, nous avons maintenu notre 1^{er} mai libertaire, organisé par la seule FA, où près de trois cents personnes sont passées, ont mangé et chanté. Bref, une réussite... Environ 2000 personnes pour le défilé libertaire du matin de la place des Fêtes à la place de la République à Paris. Cortège FA très important, quelques CNT, moins que d'habitude à cause de la manif unitaire de l'après-midi, des militants d'Act-UP, de l'OLS, AL et autonomes. L'après midi, grand succès de la table de presse dressée en face de l'Institut du monde arabe, sur le parcours de la manif unitaire, beaucoup de contacts, de ML vendus et de propagande distribuée. Bon accueil. Retour festif à la librairie du Monde libertaire sur le plateau du camion de location, une belle journée, malgré le défilé intersyndical mou et tristouille, « un véritable enterrement » selon un de nos camarades! À Prague, après la traditionnelle manifestation du 1^{er} mai, le CSAF (Fédération anarchiste tchèque adhérente à l'IFA) a organisé un festival qui a réuni 7000 à 8000 personnes... À quand un 1^{er} mai « Woodstock anarchiste » en France?

EDF

Premier succès pour six syndicalistes poursuivis à Valence: le procureur de la République n'a requis qu'une « peine symbolique » à l'encontre des syndicalistes CGT pour lesquels 4000 manifestants venus de toute la France, protestant contre la criminalisation de l'action syndicale, ont demandé la relaxe.

Procès de Strasbourg

Après le contre-sommet de l'Otan, la « justice » a libéré les trois camarades libertaires tourangeaux; en revanche six mois de prison pour le militant berlinois!

Paranoïa

Un jeune homme de 29 ans habitant Abbeville a fait 24 heures de garde à vue...

pour une mauvaise blague. Il avait tout simplement reçu d'un collègue de travail le texto suivant: « Pour faire dérailler un train, t'as une solution? » On suppose que c'était pour ne pas aller bosser? Mais les services spécialisés d'écoute sont très zélés... Ça aurait pu être un nouveau Julien, sait-on jamais? On n'est jamais trop prudent!

Besson s'acharne

Mohamed Allouche, Tunisien, est emprisonné au centre de rétention de Palaiseau (91) depuis le 15 avril. Sa femme, Nadia, est française, handicapée, sourde et muette. Même si elle travaille, conduit, etc, la présence de Mohamed est évidemment indispensable pour elle et pour son fils. Depuis que son père est en rétention, c'est Noufel, élève de cm2 qui assure les traductions des innombrables démarches administratives et judiciaires, et qui retransmet à sa mère les nouvelles de Mohamed. À onze ans, on est un grand! C'est sans doute ce que pense Besson drapé dans sa très grande humanité...

Détruire une prison d'abord!

Les syndicats ont organisé un « blocage progressif » des prisons « faute de pouvoir se mettre en grève ». Ils dénoncent leurs conditions de travail sur fond de surpopulation carcérale. À Fleury-Mérogis, des incidents ont opposé 200 à 400 surveillants de prison à des gendarmes mobiles et CRS. À Paris, les gendarmes ont dégagé par la force l'accès à la prison de la Santé, bloqué par des surveillants. Et les prisonniers dans tout ça, toujours enfermés? Libérez nos camarades!

Qu'ils mangent de la brioche!

Près de huit millions de personnes pauvres en France, selon une étude de l'Insee; 13,2 % de la population française vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2006, c'est-à-dire avec un revenu disponible inférieur à 880 euros par mois. En 2004, ce taux était de 11,7 %. La magie du libéralisme exacerbé!

Attention aux Mac'Do!

Une fillette de sept ans a découvert un préservatif dans la boîte de son menu

« Happy Meal », acheté au drive-in du restaurant McDonald's de Granges-Paccot, dans la région de Fribourg, en Suisse. Le morceau de latex se trouvait dans son emballage d'origine, ouvert, au milieu de quelques frites, a rapporté la police cantonale fribourgeoise... Miam!

Charlatans

Le grand rabbin sépharade d'Israël a appelé lundi à un jour de jeûne et de prière pour lutter contre la propagation de la grippe porcine dans l'État hébreu.

Gaietés africaines

Dans la ville de Thiès au Sénégal ouest, un homme est décédé de mort naturelle dans un hôpital. Après son inhumation dans un cimetière musulman, quatre personnes l'ont déterré. Le défunt était qualifié d'homosexuel. Ses parents l'ont remis dans la tombe. Durant la nuit, un groupe a une nouvelle fois déterré le corps et l'a traîné devant le domicile des parents. Le père l'a enterré ailleurs. Au Sénégal, pays essentiellement musulman, l'homosexualité est déniée, réduite à la clandestinité et passible d'un à cinq ans d'emprisonnement. La semaine dernière, à Dakar, des chefs religieux musulmans ont annoncé avoir formé un « Front islamique pour la défense des valeurs éthiques », en réaction à la remise en liberté de neuf Sénégalais condamnés en janvier à huit ans de prison pour homosexualité. Certains imams s'en sont pris violemment aux homosexuels, appelant même à « les éliminer de la vie ». Source AFP.

Générosités patronales

Le mercredi 6 mai, la direction Snecma Propulsion Solide, filiale du Groupe Safran, fêtait, à grand renfort médiatique, la fabrication de la centième tuyère Ariane 5. Lors de cette manifestation, la direction a remis un bob à chaque salarié en guise de remerciement. Dans la même entreprise, depuis plus de trois ans, et tout dernièrement, fin mars 2009, des primes à part variable d'un montant total de 500000 euros ont été distribuées à soixante hauts dirigeants. Sans commentaire.



L'autogestion en question



L'ARTICLE DE PATRICK MIGNARD, «L'autogestion, mythes et réalités» paru dans *Le Monde libertaire* du 30 avril, a le mérite de poser assez clairement l'enjeu autogestionnaire. Il aborde la question du développement de l'autogestion économique dans un environnement hostile, celui de l'économie capitaliste. Au passage, l'auteur nous propose une définition de l'autogestion. La conclusion de son article, asseoir enfin! – la nécessité de ne pas céder aux facilités (très présentes chez les libertaires) qui envisagent l'autogestion comme la solution à tout, et l'autre facilité qui dénie à l'autogestion son importance dans une transformation sociale au prétexte que « ça ne marche pas ». Que l'on me permette donc de continuer la réflexion à partir de cet article qui donne un cadre raisonnable de débat.

Il est nécessaire de souligner le fait que l'article de P. Mignard sur l'autogestion, comme c'est souvent le cas sur ce sujet, ne l'aborde que sous l'aspect économique de l'entreprise. Pendant que la réflexion libertaire semble tourner essentiellement sur sa facette économique, elle fait l'impasse sur la question de l'alternative politique. Si l'autogestion est une réponse de poids crédible pour remettre en cause la propriété privée des moyens de production et de distribution et proposer la propriété sociale et l'abolition du salariat via l'autogestion, nous perdons du terrain sur la réflexion de l'organisation autogestionnaire de la société. Or, la capacité de la société à s'auto-administrer n'est plus à démontrer; ce que les technocrates nomment « la société civile » est d'une richesse incroyable dans de très nombreux secteurs d'intervention. De larges traces d'auto-administrations se retrouvent dans le fourmillant secteur associatif évalué à un demi-million d'entités qui comptent 15 à 20 millions d'adhérents. Cette situation réelle montre que nous avons capacité à nous associer, évaluer nos besoins, décider et lutter pour obtenir ce que les institutions ne nous donnent pas ou plus, dans nos loisirs, le sou-

tien social, la culture, les sports, le monde du travail, la santé, la prévention, le soutien à la jeunesse ou à des publics fragilisés... La société marchande et étatique serait plus insoutenable encore, sans cela.

Par ailleurs, les pratiques autogestionnaires se retrouvent aussi dans le secteur pédagogique, syndical, associatif... Tant comme un outil, comme un cadre, que comme une finalité. L'immense majorité de ce champ associatif fonctionne sans subsides des institutions publiques et parfois contre elles et compense les vides institutionnels: il y a donc là un vaste champ de réflexion. Pour autant, et pour répondre aussi au souci de P. Mignard de ne pas idéaliser, je ne perds pas de vue que ce secteur associatif reproduit souvent des fonctionnements conformistes voire autoritaires. Mais on peut raisonnablement estimer que les pratiques à caractère autogestionnaire sont plus répandues dans le champ social et sociétal, que dans le champ économique. L'absence d'outils d'évaluation pertinents ne nous permet pas d'aller plus loin pour l'instant dans cette hypothèse. Mais le manque d'affirmation des valeurs et de l'éthique autogestionnaire libertaire ne permettra pas à ce secteur d'auto-administration de trouver une voie émancipatrice et moins conservatrice.

L'importance de ce débat est de poids, à mon sens. L'alternative libertaire ne peut être résumée par sa seule dimension économique. L'observation que les épisodes les plus significatifs de l'autogestion moderne (disons le *xx^e* siècle) se soient manifestés sur tous les continents peut aussi nous laisser penser qu'elle a un caractère universel, transversal à des cultures très différentes. L'organisation de l'entreprise est aujourd'hui assez uniformisée et l'autogestion quand elle existe développe des modes opératoires assez semblables. Ce ne peut être le cas pour les autogestions sociales, qui épousent de fait les contours des cultures locales. Cette universalité potentielle fait donc de l'autogestion une revendication et un pro-

jet politique à dimension planétaire. On devine là que l'autogestion doit être comprise avec une dimension plurielle.

Différemment de sa dimension économique, l'épisode espagnol ne peut pas nous donner des réponses faciles. Dans sa livraison d'octobre 2006, la revue *Germinal*¹, donnait à lire une passionnante étude sur le « rôle politique de la CNT dans les communes du Vallés occidental durant la *ii^e* République ». On y apprend comment les comités antifascistes de défense, qui influencèrent fortement l'administration des localités de cette région de la Catalogne, furent représentés à Barcelone par des membres politiques et syndicaux, sans élections. La composition de ces comités répondait aux décrets du gouvernement de la Catalogne. Ces délégués étaient rémunérés par ce même gouvernement régional. Ainsi, on apprend que les organisations libertaires durent administrer les communes comme l'administration centrale du gouvernement républicain catalane l'entendait...

Comme l'illustre par ailleurs un article du *Monde Libertaire*², et en écho à la préoccupation de P. Mignard que je partage totalement, si nous continuons à manquer d'ambition pour l'autogestion, c'est que nous manquons d'ambition pour affirmer la nécessité et la validité d'un projet alternatif au capitalisme et à l'étatisme. Examiner équitablement les alternatives autogestionnaires dans le domaine politique est une nécessité. Faute de quoi, c'est la médiocrité ambiante qui prévaudra.

Daniel
groupe du Gard

1. *Germinal*, excellente revue d'études libertaires, consultable en espagnol sur le site: acracia.org/Acracia/Germinal.html

2. *Monde Libertaire* spécial été 2007, consultable sur le site www.fa-30-84.org, rubrique « Nos tracts », article « Autogestion ».

Le blues d'une enseignante

de la grande solitude d'Emma Bovary



Caroline

commission Femmes

LES RAPPORTS ENTRE LES SEXES sont souvent difficiles, surtout à l'adolescence, et les tensions exacerbées à l'approche de l'été! Au lycée, une certaine violence verbale peut parfois se faire entendre, d'autant plus que le discours légitime de l'institution scolaire, sur l'égalité entre les sexes, ne laisse pas beaucoup de place à l'expression d'un sexisme persistant mais implicite et donc plus difficile à combattre. En tant qu'enseignante, j'ai parfois l'occasion de l'observer – et chaque texte étudié en cours peut être l'occasion de remarques misogynes ou homophobes.

Ce matin, je dois expliquer à ma classe de seconde comment faire un commentaire littéraire d'un extrait de *Madame Bovary* de Flaubert. C'est un passage où l'on voit Emma Bovary au bal, lorgner sur un beau danseur surnommé « le Vicomte », tandis que son mari, le pauvre Charles, s'est endormi dans un coin. Le Vicomte l'invite à danser; elle se laisse finalement tenter et ils virevoltent ensemble le temps d'une danse, jusqu'à ce que le vicomte laisse Emma essoufflée, pâmée et rêveuse, pour aller terminer le bal avec une danseuse plus expérimentée. Emma reste seule à les regarder avec envie.

Premier problème: la moitié de la classe n'a tout simplement pas compris le texte (malgré les quatre heures du devoir qu'ils ont trouvées trop longues). Ils ont cru que madame Bovary était de nouveau invitée par le vicomte à la fin du texte...

Commentaire de texte, ou plutôt comment taire le désir

– Bon, alors, vous voyez, tenté-je d'expliquer, Flaubert a écrit ici qu'Emma met « la main devant ses yeux » et « quand elle les rouvrit, au milieu du salon », elle voit « une dame assise sur un tabouret » se faire inviter par le vicomte. Que doit-on en conclure? Eh bien, Emma reste seule pour la fin du bal. Même si elle rêve de danser avec le vicomte, ce n'est pas le cas.

– Mais madame, demande Khadija, pourquoi dites-vous qu'elle rêve de danser avec lui?

– Eh bien, lisez le texte! Regardez comment Flaubert a décrit la danse. C'est extrêmement sensuel, pour Emma: ses jambes s'emmêlent avec celles du vicomte, leurs regards se croisent. Flaubert nous dit même qu'« une torpeur la prenait, elle s'arrêta », ensuite elle est « haletante ». On comprend

donc qu'elle est excitée par le vicomte, vous voyez? Et même avant la danse, observez comment se présente le vicomte. On nous dit que son « gilet très ouvert semblait moulé sur la poitrine ». Ça vous évoque quoi?

– Ben, c'est un pédé, affirme péremptoirement Sajeen.

– Attention aux anachronismes et aux surinterprétations! Rien n'indique ici que le vicomte préfère les hommes: au contraire, il n'invite que des femmes à danser! Vous savez, quand on fait un commentaire de texte, il ne s'agit pas d'exprimer ses fantasmes mais de commenter le texte, hein... Donc, ce vicomte, le gilet serré et « la bouche en avant », que fait-il au bal?

– Il cherche une meuf! lance judicieusement Johanna.

– Eh oui, tout à fait! C'est un homme qui cherche à séduire. Et ça marche, puisque Emma Bovary est sous le charme. Donc maintenant, lisez le passage où ils dansent tous les deux. Est-ce que vous voyez comme c'est sensuel? Je lis: « Ils repartirent; et, d'un mouvement plus rapide, le vicomte, l'entraînant, disparut avec elle jusqu'au bout de la galerie, où, haletante, elle faillit tomber, et, un instant, s'appuya la tête sur sa poitrine. » Alors, que ressent Emma à ce moment-là?

– Eh eh! elle a peur de se faire violer! commente Cédric subtilement, provoquant quelques rires gras.

– Se faire violer?! Mais enfin, vous n'avez rien compris! Le vicomte n'est pas très très intéressé par Emma, c'est elle au contraire qui a envie de coucher avec lui!

– Mais madame, c'est pas possible, intervient fort logiquement Hykel. Elle est mariée.

– Ah. Oui. Elle est mariée. Mais vous savez... en fait... si vous regardez un peu ce qui se passe dans la littérature... une grande partie des romans est consacrée à l'adultère. En fait.

– Ouais, les Françaises elles aiment ça, lance une voix masculine.

– Bon. Emma est mariée et elle est attirée par le vicomte. Ça vous choque?

– Oui, moi madame, ça me choque, avoue courageusement Mounir.

– OK. D'accord. Vous avez le droit d'être choqué. Mais enfin, bon, Emma n'est pas votre petite amie, après tout. Elle n'existe même pas, c'est une héroïne de roman! Vous ne pouvez pas tout simplement essayer de ne pas la juger?

Violence verbale à l'école

J'arrête le dialogue ici. Juste pour vous donner une idée de la difficulté d'enseigner le commentaire littéraire! Mais plus généralement, cet échange est assez révélateur d'une violence diffuse, qui peut se manifester dans une classe à l'encontre des filles. Tout simplement, d'abord, par le fait que les garçons prennent davantage la parole que les filles, monopolisent l'attention et imposent les sujets de discussion – je finis d'ailleurs par leur répondre

exclusivement à eux. Pourquoi les filles ne répliquent-elles pas? Comment reçoivent-elles des remarques sexistes, des insultes méprisantes ou des commentaires dévalorisants lancés continuellement à mi-voix par les garçons? Que pensent-elles lorsque, engageant le dialogue avec la partie masculine de la classe, je me fais – d'une certaine manière – leur complice? Je n'ai pas encore trouvé de réponse à ces questions ni résolu ce problème-là. Car il y a bien, dans cette classe, un sexisme diffus, partagé, qui s'affirme souvent explicitement – mais en marge du cours (jamais à haute voix, pas suffisamment fort, en général, pour que je puisse réagir). En témoigne également un exercice que je fais sur le vocabulaire. Dès qu'il est question de mots évoquant la sexualité, évidemment, c'est l'émoi – chez les garçons uniquement. Et c'est à qui parlera le plus, louant l'acte viril par excellence – la pénétration – et prenant bien soin de rabaïsser les « pédés », « tafioles », « pédales », des fois qu'on n'aurait pas bien compris... (« C'est dégoûtant, j'aime pas ça! » répètent les mecs à n'en plus finir... – Ah bon? t'as essayé?) Et je suis surprise du plaisir qu'ont ces jeunes parfois encore puceaux à parler de leur quéquette! Il faut entendre comme ils se délectent à prononcer certains mots... « Fellation ! », lance avec un plaisir nouveau et non dissimulé Christopher, qui n'a pas ouvert la bouche depuis septembre et qui s'ennuyait ferme jusqu'ici en cours de français. Ils adorent les mots « foutre », « bourrer », et autres termes inspirés des sites pornos. Mais dès que je parle de l'origine du mot gynécologue ou même dès que j'évoque la réalité du mot accouchement, ce sont des hauts cris (de la part des garçons): « beurk! », « c'est dégueulasse », on se cache les yeux, quelle horreur... Le sexe féminin reste tabou.

Bon, allez, prochain objectif du cours de français: leur apprendre la signification de cunilingus et clitoris. Si j'y arrive, sûr qu'on aura fait un grand pas vers l'égalité des sexes! **C.**



Vélib' pour « libertaire » ?

En mémoire d'un débat que je n'ai pas eu le temps d'avoir avec Christophe

Ivan Illich montrait qu'en rapportant le kilométrage annuel au temps nécessaire pour jouir de la voiture, la vitesse moyenne est de 6 km/h. Le temps gagné en durée de déplacement est perdu dans le temps nécessaire aux conditions de ce gain, avec un bilan global désastreux ! ¹ Sans parler du rapport au corps ². La performance pour soi s'obtient donc en infligeant à d'autres la fixité du travail pour construire le système performant. Sans le secours de l'inégalité sociale, seul le vélo offre un bilan intéressant au terme des différentes dimensions. Voir les déplacements urbains repensés en partie pour favoriser le vélo, sur la base d'un système de droit d'utilisation de moyens partagés, et selon un accès le moins contraignant possible, ne peut donc que faire écho à nos réflexions et actions pour sortir du modèle de croissance capitaliste. Vélib' serait-il alors l'amorce d'une ville libertaire ?

Dr Martius

groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

RAPPELONS D'ABORD que Paris n'a pas la primauté. La Rochelle dès 1974, Rennes ou Grenoble en 1998, Bordeaux en 2003 ont mis en place des systèmes de prêt location. Et c'est Lyon en 2005 qui a inauguré le modèle actuel à l'échelle d'une grande ville (4000 vélos et 340 bornes de retraits-dépôts). Toutefois, par son ampleur (20 600 vélos et 1450 bornes), et par les caractéristiques de Paris en matière de construction de la ville (très forte densité, dialectique centre-banlieue, multiplicité des offres de transport, vitrine internationale, etc.) le Vélib' parisien force le trait des intérêts et limites du système.

L'idée est séduisante : elle permet à tout moment de faire le choix du vélo, sans se soucier de l'avant ni de l'après. Il s'agit bien d'un transport public. De plus, à part la caution initiale de 150 euros (normalement non débitée, mais quand le système déraile, l'utilisateur n'a aucun poids pour se la faire restituer), les conditions d'abonnement (1 euro/jour, 5 euros/semaine, 29 euros/an) et le coût d'usage (première demi-heure gratuite, et tarifs exponentiels ensuite) font que Vélib' est quasi gratuit pour l'utilisateur qui joue le jeu de le rendre dès le trajet effectué (quitte à en reprendre un autre quelque temps après pour un autre trajet).

Tous à vélo !

À Lyon comme à Paris, les statistiques montrent un vrai développement de l'usage du vélo en ville. D'abord pour faire un trajet que l'utilisateur dit qu'il n'aurait pas fait sinon. Flânerie ou trajet avec un but, on peut y voir une illustration de la « convivialité » du vélo selon Ivan Illich. Une barricade, certes modeste, contre les logiques d'enfermement ?

Ensuite, Vélo'v à Lyon et Vélib' à Paris ont effectivement remplacé la voiture pour certains, mais plus souvent les transports en commun. Sans doute l'effet grande agglomération : substitut à la voiture ou au métro-bus pour l'habitant intra muros ; il ne sera nécessairement qu'un prolongement du train pour qui arrive de banlieue. On est donc plus dans une intermodalité (entre transports publics) que dans un transfert modal définitif, lequel n'existe que là où la voiture est par ailleurs clairement dissuadée (zones 30 km/h, part de la voirie réduite au profit des autres modes, gestion du stationnement, etc.).

Enfin, la présence massive des vélos libre-service a eu un effet d'entraînement sur ceux qui avaient un vélo mais n'osaient pas s'aventurer en ville. On voit même désormais à Paris d'anciens usagers du Vélib' qui font finalement l'acquisition de leur vélo et ne se déplacent

plus qu'en vélo (soit un vrai transfert modal et non plus une intermodalité). L'usage du vélo en général augmente donc, pour au final faire baisser (modestement) la part du trafic automobile.

Un aspect reste singulier : celui qui, dès le début, a fait présenter Vélib' comme autre chose qu'un simple vélo. Dans son comportement sur la voirie, dans la manière de se nommer ou de se donner à voir, on a créé un statut propre de « vélibiste », distinct du vulgaire cycliste. Statut typique d'un bien de consommation « marketté », pour un côté branché. Vélib' est aussi porté par cet effet « bobo ».

Repenser la ville

Par les choix qu'ils induisent en faveur du vélo dans la ville, les systèmes type Vélib' obligent à penser et mettre en œuvre les aménagements nécessaires. Ce n'est pas propre à Vélib' mais, par effet d'entraînement, cela décuple le résultat des bonnes et des mauvaises solutions. Soulignons ici des différences notables de vision du partage des espaces entre transports publics et vélo (couloirs de bus ouverts ou non aux cyclistes), vélo et voitures (notamment les pistes cyclables à contresens, fréquentes et efficaces à Strasbourg ou à Bordeaux, mais boudées à Lyon ou à Paris),



vélo et piétons (pistes cyclables sur les trottoirs plutôt que sur la chaussée, rue piétonnes interdites ou ouvertes aux vélos). La pertinence de ces aménagements se juge dans la globalité des mesures sur un secteur. Pour nous anarchistes, soulignons simplement la forte tendance, en France, à penser en fonction d'une hiérarchisation des espaces selon les modes de transport, alors que les centres-villes du nord (Belgique, Pays-Bas, Danemark) semblent avoir trouvé un modèle de partage entre transports publics, vélos et piétons, par la seule intelligence collective de tous. Il est vrai que la voiture y est en revanche bannie (pour les voiries de ville à ville, on retrouve les pistes cyclables séparées).

Un effet propre au modèle Vélib' est en revanche celui du maillage très serré des bornes de dépôt-retrait, occupant une place non négligeable de la voirie publique. En réduisant d'autant les espaces de stationnement pour les voitures, Vélib' participe du rapport de force contre la voiture, indépendamment de toute autre mesure.

Liés au partage de la voirie, des débats ont lieu à chaque accident mortel de cycliste. Les statistiques, tant à Lyon qu'à Paris, montrent qu'il n'y a pas sensiblement plus d'accidents de vélo depuis l'instauration des systèmes libre-service. En revanche, on voit ici la singularité du vélibiste par rapport au simple cycliste. En effet, les cas où le cycliste s'est retrouvé dans l'angle mort à droite d'un camion sont la cause principale des accidents mortels, et concernent en majorité des usagers de Vélib' (quatre des cinq victimes en 2008 à Paris). Peut-être faut-il y voir l'effet de ce statut à part forgé pour l'usager de Vélib', un sentiment d'être dans le vent, à la pointe de la vie urbaine, qui fait oublier les règles élémentaires de sécurité que celui qui se pense d'abord cycliste sur la chaussée, aura moins tendance à oublier?

Repenser l'agglomération

Un bon tiers des usagers de Vélib' disent venir de banlieue. La question de l'extension de Vélib' au-delà des limites de Paris s'est donc vite posée, et 2009 sera l'année de l'implantation de Vélib' ou de systèmes identiques dans toutes les communes limitrophes (zones de 1,5 km autour du périphérique) et quelques autres de première couronne, voire de grande couronne (Cergy-Pontoise). Même chose à Lyon où Vélo'v investira Villeurbanne et d'autres communes à terme.

Modèle inventé pour un mode de vie de grandes agglomérations concentrées, il se heurte à une question d'échelle, dans ces zones où l'aménagement territorial est à la fois régional et hyper spécialisé entre habitation, travail, consommation et loisirs. L'employé à la Défense (le plus grand centre d'affaires d'Europe) qui n'a d'autres moyens que de vivre au fin fond de la Seine-et-Marne, ne peut remplacer ses deux heures et demie quotidienne de RER A (la ligne de transports en

commun la plus chargée au monde) par six heures de vélo. En revanche, le cadre habitant l'immédiate banlieue ouest (Boulogne, Saint-Cloud, Neuilly), prendra Vélib' pour aller à la Défense en semaine et se balader dans Paris le week-end. Et puis il y a l'effet de capillarité: l'habitant de Saint-Ouen (banlieue nord) qui découvre ce système pour sillonner sa ville ou aller vers le sud – à Paris – pourquoi ne pourrait-il pas l'utiliser pour aller vers Saint-Denis et au-delà en banlieue?

Ces systèmes de vélos libre-service posent donc autant la question de l'aire d'application que de leur centralité. Vécu depuis Paris Notre-Dame, il semble aberrant d'implanter Vélib' à Tremblay (extrémité nord-est de la Seine-Saint-Denis). Mais pensé depuis Bondy (centre approximatif de ce département), il serait illogique d'oublier Tremblay. Il est donc intéressant de voir que, pour casser cette centralité parisienne (qui participe aussi du statut du vélibiste, comme marque du privilège social d'habiter Paris intra muros), des communes du 93 (Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Denis, l'Île-Saint-Denis) ont décidé la mise en place d'un système Velcom, distinct de Vélib' non compatible avec lui, mais dont les bornes périphériques jouxteront celles de Vélib' pour passer facilement de l'un à l'autre. On peut ainsi imaginer une fédération de systèmes locaux plutôt qu'un système centralisé tentaculaire.

Le modèle Vélib' ne peut évidemment combattre les déséquilibres d'aménagement de l'Île-de-France autour de Paris, mais la manière avec laquelle on le pense à l'échelle de départements entiers peut aider à construire la ville différemment, et les villes à l'intérieur d'une agglomération.

Un bâton (de flic) dans les roues !

Si l'on regarde maintenant les conditions économiques et sociales concrètes du modèle, l'enthousiasme de la possibilité d'une autre ville ou agglomération s'estompe. D'abord, ces systèmes reposent sur un fichage de plus, avec, sous couvert d'intermodalité, une incitation forte à ce que le support soit la carte à puce du transporteur local (Navigo en Île-de-France, Ourà en Rhône-Alpes, etc.). La logique policière complète ainsi le maillage de son flicage permanent de tous. Or, c'est une condition économique du système car les JC Decaux ou Clear Channel (les sociétés concessionnaires) font aussi leur beurre de la commercialisation des fichiers clients.

Parallèlement, l'introduction de Vélib' à Paris et l'explosion corrélative du nombre de cyclistes a conduit à une politique de verbalisation policière, d'autant plus facile que la circulation en ville reste organisée pour les exigences de la voiture, qu'il est pénible de respecter en vélo (certains feux n'ont de sens que pour les voitures, certaines rues peuvent être prises à contresens sans danger, rouler doucement sur des trottoirs larges peut se faire dans le respect des piétons, etc.). Vélib'





s'inscrit donc aussi dans la logique de contrôle-répression qui est aujourd'hui la seule proposition du pouvoir pour le « vivre ensemble »!

Ensuite, le modèle est clairement dans une représentation de consommation classique. On prend, on laisse, on gueule quand il n'y a plus de Vélib' disponible ou plus de borne libre pour le remettre, et l'on pense que c'est au gestionnaire de tout prévoir partout tout le temps (principe de délégation). Un cycliste circulant sur son vélo est d'abord un cycliste (l'éventuel acte commercial de l'achat est loin); pour le vélibiste, c'est le moment même de la consommation. Ceci participe du statut propre du vélibiste.

À la lumière de ces faits, l'énormité des vols et dégradations (7 800 vélos disparus et 11 800 dégradés depuis juillet 2007, sur le parc de 20 600) surprend moins. Certes il y a l'agressivité sociale d'une ville et d'une agglomération très hiérarchisée et fliquée, à laquelle il n'y a aucune raison que Vélib' échappe. Mais les dégradations ne s'expliquent-elles pas aussi par le désintérêt du vélibiste consommateur pour l'avant et l'après? Les vols ne sont-ils pas aussi le signe de vouloir échapper à la surveillance généralisée? Et les vols ou dégradations ne sont-ils pas aussi la contrepartie de Vélib' comme signe extérieur des privilèges du Parisien (sur tous les plans), vis-à-vis des habitants des zones périphériques de relégation?

Vélib' s'inscrit donc malheureusement dans ces principes hiérarchiques et autoritaires que nous combattons. La réaction du système à cette agressivité sociale qu'il a créée est d'ailleurs emblématique: l'instauration en janvier 2008 d'un fichier des personnes impliquées dans ces dégradations (aux dires de flics ou d'agents de la Somupi, la filiale de JC Decaux chargée de la l'administration du marché).

Rien de nouveau sous le salariat

Tout ce que le vélibiste consommateur ne fait pas, ce sont les employés de Cyclocity (la filiale de JC Decaux chargée de la maintenance) qui le font. Et là, c'est du gros salariat qui tache. Temps partiels contraints pour maintenir les salariés dans une situation de dépendance et imposer facilement les heures supplémentaires. Recours important aux intérimaires. Heures de nuit ou de week-end sans majoration sensible et sans repos compensateurs. Peu de doubles repos consécutifs et, parmi eux, peu de week-ends. Licenciements abusifs. Conditions de travail dégradées: absence ou pannes des vélos électriques qui devaient équiper les agents, sac à dos lourd (25 kg) plutôt que sacoche à fixer sur le vélo. Dangerosité des plateaux des camions utilisés pour la régulation (ramener les vélos des bornes saturées vers les bornes vidées), avec accidents réguliers (en avril 2008, un employé a failli basculer dans la Seine suite à une mauvaise manœuvre). D'où grèves à répétition (avril et novembre 2008) pour arracher des conditions de travail et salaires moins misérables.

Vélib' repose donc sur la même inégalité sociale du travail que les systèmes dont il se présente alternatif. Ce faisant, il est antinomique de la « convivialité » du vélo selon Illitch.

Capitalisme vert, modèle jurassien ?

Au final, si Vélib' est un modèle, c'est pour ces sociétés spécialistes de la concession de service public « à la française », pour lesquelles l'équipement urbain sert de source de profits, via la publicité, la commercialisation des fichiers clientèles, et le prix du marché obtenu des collectivités (avec force refacturations pour engourdir le fric vers des filiales où la marge se fait sur les salariés).

Ainsi, le français JC Decaux et l'américain Clear Channel se tirent-ils la bourre sur un

marché du service public « vert » à l'échelle de l'Europe: Bruxelles, Londres, Düsseldorf, Oslo, Copenhague sont ou vont être acheteuses de tels systèmes. Copenhague est emblématique, qui avait initié, il y a quelques années, la distribution gratuite de vélos d'occasion pour circuler en ville. Et déjà, Paris est le lieu de l'étape suivante: Autolib', application du modèle à la voiture, avec la même ambiguïté entre trouver des alternatives à la voiture individuelle en ville et assurer le profit des mêmes caciques.

À l'opposé, il n'y a plus que La Chaux-de-Fonds, dans le Jura suisse, qui prête des vélos sans contrepartie^{3,4}. Question d'échelle certainement. De convivialité naturelle peut-être aussi. Et pourquoi pas de mémoire sociale: celle d'une région qui a vu naître, il y a plus de 150 ans, une expression anarchiste propre au sein des ouvriers horlogers du Jura (suisse comme français)!

À nous de puiser dans ces exemples en marge du modèle inégalitaire dominant, pour inventer un vélopartage socialement « convivial ».

D. M.

1. Ivan Illitch, « Énergie et équité » (Éd. du Seuil).

2. Voir sur ces thèmes mes articles « Du transport à la mobilité: déplacements à corps perdus! » (ML n° 1480 juin 2007), « Le « Pro »: figure de classe, de 1^{re} classe! » (ML n° 1503 février 2008), « Petite chronique de la mobilité dans les transports » (ML n° 1510 mars 2008), « Corps en transports contrôlés: une civilisation de mal élevés » (ML n° 1522 juin 2008), tous consultables sur la page du groupe Louise-Michel de www.federation-anarchiste.org.

3. Sur la question de la gratuité dans les transports publics, voir notamment:

– « Zéro Euro zéro fraude, transports gratuits pour toutes et tous » (Éd. du Monde Libertaire, Alternative Libertaire, 2002).

– « Transports publics et gratuité: d'une évidence mal partagée à une revendication de rupture », de Martial Lepic, dans la revue *Réfractations* n° 15, hiver 2005, consacrée aux services publics); sur www.refractions.plusloin.org.

4. Pour une réflexion générale sur la gratuité, voir l'essai « Pour la gratuité », de Jean-Louis Sagot-Duvaurox, (Desclée De Brouwer, 1995, augmenté et revu en 2006 aux Éd. de l'Éclat), aujourd'hui diffusable via le site des Éd. de l'Éclat ou celui de « Périphéries »

Pour agir en Île-de-France: Collectif RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants); sur <http://metro.samizdat.net>.

Pirates en Somalie

Des pêcheurs devenus pirates après avoir été volés

DEPUIS SEPTEMBRE 2008, les médias relatent régulièrement des attaques de pirates somaliens dans le golfe d'Aden (passage entre l'océan Indien et la mer Rouge). Prises d'otages pour rançon, pillage des cargaisons, tirs au lance-roquettes, etc. Les pirates somaliens auraient déjà, de janvier à octobre, attaqué 69 navires et reçus 18 millions d'euros de rançon. Observer le monde par le petit bout de la lorgnette est l'artifice paresseux qui privilégie la mise en exergue du spectaculaire au détriment d'un examen attentif des différents facteurs qui ont créé les conditions d'une telle situation.

Chacun les fustige et les condamne, sans même essayer de savoir qui ils sont et de réfléchir sur les raisons qui les ont poussés dans les bras de la piraterie.

L'écrasante majorité de ces pirates sont de simples bergers ou des petits pêcheurs qui ne parviennent pas à vivre de leur activité dans une Somalie ravagée par les conflits et les seigneurs de guerre et quasi oubliée de la communauté internationale. Plus qu'autre chose, c'est la pauvreté une misère absolue qui pousse ces hommes et ces femmes à s'attaquer aux immenses richesses du monde qui, chaque jour sous leurs yeux, transitent par bateaux.

Lorsqu'il ne s'agit pas de poissons ou de pétrole, il s'agit d'armes ou de véhicules militaires, tel les trente chars du cargo ukrainien Mombasa attaqué le 25 septembre 2008. Parfois, les victimes sont aussi des plaisanciers, quelques riches qui n'ont aucune honte à étaler leur fric dans des régions ravagées par la misère des guerres et des famines.

Il n'est pas inutile de rappeler que la Somalie est un pays peuplé de 9 millions d'habitants vivant au bord de la famine. Or, depuis l'effondrement du gouvernement, ce pays a vu ses ressources halieutiques ravagées en permanence par les gros chalutiers dans des eaux naguère très poissonneuses. Conséquence de ce pillage en règle, les populations côtières ont été privées de leur principal moyen de subsistance.

Un malheur ne venant jamais seul, des entreprises et des hôpitaux européens ont parachevé ce travail de destruction en transformant la mer en poubelle. Sans doute au nom de la protection de l'environnement, ces bandits aux mains blanches ont largué d'énormes quantités de déchets toxiques (y compris



nucléaires) dans les eaux somaliennes. La loi du profit a exercé son diktat, si l'on sait que le prix des déchets éliminés illégalement se situe dans une fourchette comprise entre 25 et 35 euros la tonne, alors qu'inversement leur destruction aux normes se situe entre 250 et 350 euros la tonne. La « communauté internationale » ignore-t-elle ce phénomène? Détrompez-vous. À cet égard, les propos tenus par l'envoyé spécial des Nations unies en Somalie (Ahmedou Ould Abdallah) à Johann Hari, journaliste à *The Independent* sont accablants: « Quelqu'un (sic) rejette des matériaux nucléaires ici. Il y a aussi du plomb, des métaux lourds comme le cadmium et le mercure. »

Bref, en raccourci, de tels agissements criminels signifient ceci: Vous n'avez plus de poissons? Pas grave, on vous fournit du poison à la place. Bilan du tout, la misère, accompagnée d'un impressionnant cortège de maladies a chassé la pauvreté.

Plusieurs centaines de personnes sont mortes empoisonnées pendant que des milliers d'autres sont frappées par des violentes affections respiratoires, hémorragies abdominales, cancers de la peau...

Faut-il ou pas cautionner ces actes? Là n'est pas la question. Les comprendre? Certainement. À cet égard, faire abstraction des conditions géopolitiques qui ont permis la survenue d'une telle situation relève soit de l'ignorance, soit de l'escroquerie intellectuelle

la plus pure. On ne le dira peut-être jamais assez, mais dans un monde où des PIB de 600 dollars par habitant (Somalie) côtoient des PIB de 80 288 dollars par habitant (Luxembourg), faut-il s'étonner et, plus encore s'indigner, de voir des pauvres voler des riches pour subsister? Bien sûr, il n'est pas ici question de ceux qui sévissent sous les ordres et aux services des personnalités politiques de la région autonome du Puntland, qui, pour le coup, ne sauraient être autre chose que des chiens d'attaque manipulés par un gouvernement.

Pour conclure, ces quelques mots du pirate anglais Charles Bellamy (XVIII^e siècle) sont plus que jamais d'actualité: « Vous aussi, soyez maudit, vous n'êtes qu'un sournois godelureau, de même que tous ceux qui s'abaissent à être gouvernés par les lois que les riches ont créées pour leur propre sécurité, car ces couards n'ont aucun courage sinon celui de défendre ce qu'ils ont obtenu par leur filouterie. [...] Ils nous calomnient, les fripouilles, alors qu'en fait ils ne diffèrent de nous que parce qu'ils volent le pauvre sous couvert de la loi, en vérité, et que nous pillons le riche sous la protection de notre seul courage; ne feriez-vous pas mieux de devenir l'un des nôtres, plutôt que de lécher le cul de ces vilains pour avoir un travail? »

Guillaume Goutte

Groupe Idées noires de la Fédération anarchiste

Où c'est l'Égypte ?

ISIS, OSIRIS, RAMSÈS, sphinx et obélisque, voilà bien des souvenirs d'école primaire où on nous parlait des pharaons et de leurs pyramides et d'un certain Bonaparte qui les contemplait depuis quarante siècles. Donc après la semaine éprouvante du contre-sommet, le comité de rédaction du *Monde libertaire* m'a envoyé me remettre de mon stress en Égypte. Je ne savais pas où je mettais les pieds. J'ai donc fait connaissance avec la culture de masse et le tourisme du même nom.

L'industrie du tourisme

En m'inscrivant à cette croisière sur le Nil, je ne savais pas que j'allais passer de l'état de candidat à un voyage rêvé de longue date à celui de produit formaté par une industrie super rationalisée. Il s'est agi pour les agents de cette usine de me transformer en TSE, c'est-à-dire en « Touriste satisfait Égypte ». Entre leurs mains, mon libre arbitre m'a échappé. Chaque soir, je prenais connaissance du programme du lendemain, des heures du réveil, des visites, des repas, des départs et des retours. Les ateliers de fabrication sont flottants, ce sont des hôtels qui hébergent chacun une bonne centaine de TSE et qui bougent en fonction de critères mystérieux. Le TSE en devenant ne sait rien de qui dirige le bateau, ni comment il est organisé. Les différentes pièces d'une voiture sont assemblées par différentes techniques, soudure, clips etc. Pour le TSE la technique employée est d'une aussi grande

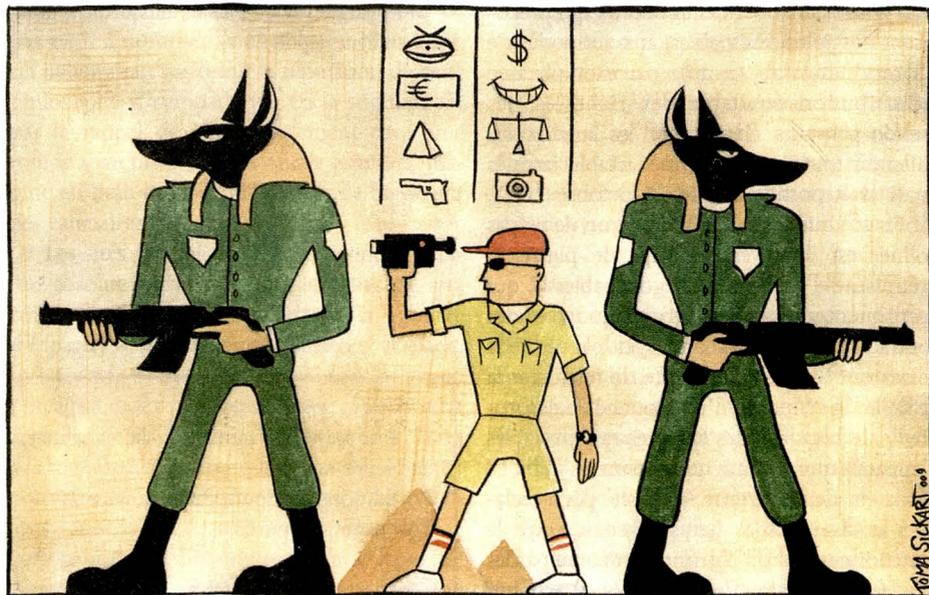
efficacité, il s'agit de la gentillesse. Elle est partout dans l'atelier, on ne peut pas lui échapper, si elle est agréable au début elle devient rapidement insupportable. Si je veux changer de place à table, le serveur me fait les gros yeux. Si je veux monter dans un car autre que celui de mon groupe, même s'il va au même endroit, je suis rappelé à l'ordre par quelqu'un de courtois. Je n'aurai jamais autant été compté et recompté de ma vie et toujours avec le sourire. La peur que l'un des produits s'égaré est immense. Régulièrement des tests de résistance sont effectués à l'aveugle sur un TSE pris au hasard. Cela s'appelle la « turista ». Ceux qui sont touchés se retirent du jeu pendant vingt-quatre heures environ puis dès leur réapparition sont l'objet d'une compassion soulignée venant des autres TSE qui sont en même temps soulagés d'y avoir échappé. Comme dans n'importe quelle entreprise d'une certaine grandeur, il y a un service de sécurité. Il est omniprésent et porte le joli nom de « police du tourisme et des antiquités ». Ces flics sont en uniforme et parfois en civil. En uniforme leur fusil mitrailleur est visible, en civil, la veste ouverte de leur costume laisse apparaître le museau du pistolet mitrailleur. Comme pour tout produit il y a un crash test. Ce sera la visite d'Abou Simbel situé à 250 kilomètres d'Assouan où l'usine hôtel est à quai. Lever à deux heures du matin, à trois heures dans le car, attente qu'un convoi de soixante véhicules se forme sous la sur-

veillance de l'armée et de la police. Départ à la queue leu leu, traversée du désert, checkpoints réguliers, arrivée, visite, redépart en convoi, retour à l'usine pour le repas de midi. La température dans le car était de 24 degrés environ, sur le site entre 40 et 50 °C. Les TSE présents ont résisté, ils sont prêts à affronter les embouteillages de la capitale. Ce sera le seul moment – qui pourra durer des heures – où ils partageront le quotidien des habitants qui n'en peuvent mais. Ils verront enfin les pyramides et seront enfin des Touristes satisfaits d'avoir vu les trésors de l'Égypte.

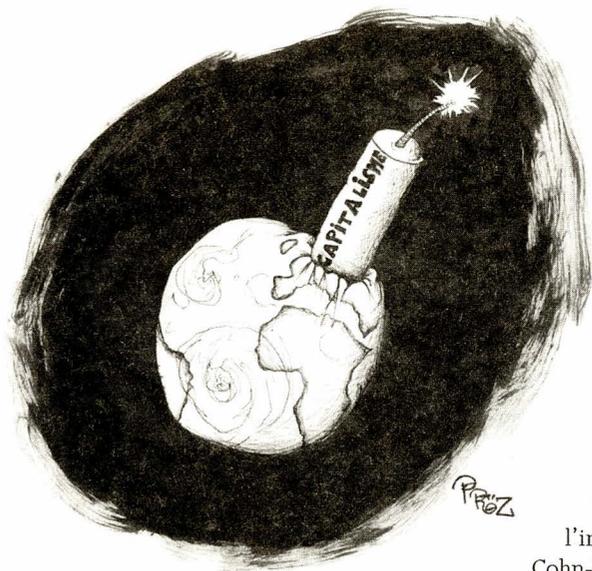
Le hold-up culturel

Passer d'un site archéologique à un autre est merveilleux. J'en avais rêvé depuis l'école primaire. J'ai vu tout cela et je suis satisfait. J'ai aussi vu une société proclamant une religion qui interdit la reproduction imagée de Dieu, faire commerce des images des dieux. J'ai vu une société faisant le grand écart entre son monothéisme et le polythéisme qui la fait vivre pour une bonne partie. Un petit malin, avec qui je voyageais, avança en ricanant « ce sont les Égyptiens qui ont fait le boulot et ce sont les Arabes qui en profitent... » Je réalisais alors que l'Occident avait fait un détournement de l'Égypte ancienne assez spectaculaire, sans bruit. Nous avons tous appris qu'il y a eu l'Égypte puis les Grecs, puis Jules et ses Romains puis nous, la France et nos voisins. C'est cela que l'on raconte sur les sites. Ce détournement a été amplifié par le fait que la presque totalité des archéologues, des découvreurs, est occidentale, britannique, française, italienne, allemande ou américaine, etc. Mais la question de fond est la suivante, l'Égypte c'est où? Mais en Afrique bien sûr! Sujet tabou, il n'est pas question d'aborder cette question. Alors quelles sont les interactions avec l'Afrique, avant les pharaons et après? Quelle était la couleur des anciens Égyptiens? Juste deux choses pour terminer, on a retrouvé en Afrique du Sud, dans des cavernes, des morceaux d'ocre gravés 70 000 ans avant JC portant ce zigzag si caractéristique des hiéroglyphes égyptiens qui signifie « eau » donc vie. En Namibie, une tribu, les Himba ont des coiffures semblables à celle des pharaons. Alors l'Égypte, en Afrique?

Pierre Sommermeyer



Dépêchons-nous, **lentement**



LE TITRE CLAQUE COMME un slogan que l'on clamerait volontiers avec allégresse. Quel immense dommage que si peu de Verts adhèrent à ce credo radical, préférant, à l'image de Dominique Voynet, Daniel Cohn-Bendit ou Alain Lipietz, quelques commodités replâtrages! Les déprédations gravissimes de l'environnement découlent d'un mode de production uniquement mû par « la maximisation du profit ». La crise économique actuelle, corollaire des turbulences qui ont frappé la bulle des hedge funds et des subprimes, l'auteur l'avait prédite dans son précédent essai ¹. Il préconise d'inscrire « l'urgence écologique et la justice sociale au cœur du projet politique ». Oui, mais qui pour promouvoir ce dernier? Comment, insiste Hervé Kempf, qui rejette également les éoliennes et les agrocarburants, oser estampiller le nucléaire « d'énergie du futur », alors qu'il demeure éminemment dangereux et génère des volumes colossaux de déchets fortement radioactifs? Nos dirigeants, que la collusion avec les lobbies les plus influents et les grands groupes industriels n'ont jamais rebutés, excluent sciemment une réduction drastique de la consommation. Celles et ceux qui préconisent des solutions viables, aux antipodes de la *doxa* dominante, comme par exemple une redistribution équitable des richesses, les pseudo-penseurs choyés par les médias les raillent à tout va. Ainsi, l'inénarrable Jacques Attali avait postillonné, le 16 octobre 2007, sur France Inter, « la meilleure façon de ne pas polluer est de revenir à l'âge de pierre ». Crétinisme d'un de ces « intouchables », qui ne risquent guère une confrontation avec des contradicteurs sur les ondes et plateaux de télévision! Si l'on se contente de rehausser la grisaille du statu quo d'une touche de chlorophylle, le boostage des énergies renouvelables n'apparaît que comme une mesure-alibi. Le fondateur de Reporterre ² n'hésite pas à réclamer la taxation des hauts revenus, voire le ponctionnement du patrimoine détenu par les plus fortunés, afin de financer des activités

socialement utiles et à faible impact environnemental. Il conviendrait, ajoute-t-il, de tendre vers davantage de « sobriété », de « frugalité », « une adaptation de la demande aux ressources », de « goûter la lenteur », de s'engager sur la voie de « la décroissance ». Une telle révolution des us et coutumes supposerait que nous démontions au préalable « des archétypes culturels » et que nous nous départissions impérativement du « conditionnement psychique » propagé notamment par la publicité. Et « l'acmé de l'aliénation capitaliste intervient quand l'humain lui-même devient marchandise ». Le journaliste met en garde: attention de ne pas tarder, « hébétés », jusqu'à ce que ce système délétère « se transforme en despotisme »! Il doit se sentir assez isolé au sein de la rédaction du *Monde*, « le quotidien vespéral des marchés », comme l'ont baptisé les sardons de *Pour lire pas lu*, devenu, depuis mars 2006, *Le Plan B*, lequel paraît bimestriellement.

René Hamm

1. Comment les riches détruisent la planète, *Le Seuil*, janvier 2007, 147 pages, 14 euros.

2. Magazine lancé en 1989, uniquement disponible en ligne depuis 2006.

Pour sauver la planète, sortez du capitalisme, de Hervé Kempf, Éditions du Seuil, Paris, janvier 2009, 167 pages, 14 euros.

Simone Weil **embrigadée**

COMME SIMONE WEIL aurait eu cent ans le 3 février 2009, une série de publications et d'articles lui est consacrée. Beaucoup de textes reviennent sur son engagement durant la guerre civile espagnole qui, s'il fut bref – arrivée à Barcelone au tout début d'août 1936, elle en est repartie, suite à un accident, dès septembre – n'en témoigne pas moins de sa volonté d'être présente au monde et de prendre part à ses conflits armés malgré son pacifisme. Une photographie célèbre la montre avec ses petites lunettes d'acier sur le nez, le fusil à l'épaule droite, le calot rouge et noir sur la tête, un peu perdue dans son bleu de travail sur la poche droite duquel on peut lire le N et le T du sigle CNT. Sur un autre cliché, elle figure en pied sans lunettes et sans fusil mais toujours dans son uniforme des milices avec un léger sourire dont elle semble ne pas se départir et qui marque d'évidence son contentement.

C'est cette photo qui a été retenue pour la première de couverture de *L'Insoumise*, la biographie consacrée à Simone Weil par Laure Adler (Actes Sud, 2008). Bien que recadrée en plan américain, le N et le T restent bien lisibles malgré la couleur sépia. Dans la recension parue dans *Le Nouvel Observateur* du 6 novembre 2008, Jacques Nerson note: « Militante socialiste, elle intègre un corps franc pendant la guerre d'Espagne ». « Socialiste »? « Un corps franc »? Surtout ne pas être précis, rester dans le vague pour ne pas avoir à nommer l'indicible: au *Nouvel Obs*, on ne voudrait pas ternir la réputation de cette philosophe si sympathique en la stigmatisant par le rappel de son engagement dans une milice anarchiste... D'ici que le lecteur l'imagine en train de poser des barres de béton sur des caténaires.

Les sites officiels optent pour une neutralité absolue: « En 1936, elle s'engage aux côtés des républicains dans la guerre d'Espagne » (lyc-simone-weil.scola.ac-paris.fr/site/ou) « Le 8 août 1936 elle gagne l'Espagne, pour partager la cause républicaine après le coup d'État du 17 juillet, et contribuer à la lutte contre les franquistes. » (Alain Vernet pour encyclopédie. bourges. net); neutralité fonctionnelle qui permet la récupération de la philosophe par l'institution: l'académie de Paris ou la ville de Bourges ne sauraient que

faire d'une militante anarchiste, ne fusse que durant un très bref été...

Ailleurs où on ne craint pas les mots, on préfère utiliser « brigades internationales » comme une expression technique pour faire accroire une certaine compétence en matière historique. Dans *Télérama* n° 3086 du 4 mars 2009, sur une double page (pp. 20-21), un article sur Simone Weil est illustré par la photo en pied de la philosophe dans son uniforme un peu trop grand de combattante anarchiste. Le sigle est toujours lisible et le calot toujours sur la tête mais qu'importe, la légende sera contre toute évidence: « Simone Weil, membre des brigades internationales en Espagne (1936) ». Le nom de la Brigade n'est pas précisé: un esprit taquin pourrait souffler au journaliste ignare: Camillo Berneri, par exemple? Compte tenu que les Brigades n'ont été constituées qu'en novembre pour n'être vraiment opérationnelles qu'en décembre, l'appellation pose déjà un problème chronologique. Mais, pour qui connaît à minima l'histoire de la guerre civile, l'uniforme de la philosophe aurait été d'une incongruité absolue dans une brigade internationale.

Sur le site qui lui est consacré (<http://simone.weil.neuf.fr/>) l'éphéméride note au 8 août 1936: « Simone s'engage dans les brigades internationales et entre dans l'Espagne en guerre » et l'illustre par la photo en milicienne. À une question d'un internaute sur l'engagement de Simone Weil en Espagne, la réponse est pourtant sans ambiguïté: « Elle prend contact avec les anarcho-syndicalistes de la CNT (Confédération nationale du travail), et parvient à se faire engager dans la colonne Durruti. » La contradiction n'est même pas perçue: « brigades internationales » fait fonction de synonyme sans accroc. Force de l'idéologie!

Dans les blogs qui recyclent de l'info sans vraiment la traiter, l'appartenance de Simone Weil aux brigades internationales ne pose aucun problème, ne soulève aucune question: « Cette même année, Simone Weil franchit la frontière espagnole pour participer à la guerre d'Espagne avec les brigades internationales. » (<http://belcaire.over-blog.com/ou> encore « Quelques mois plus tard, la guerre civile éclate en Espagne. [...] La philosophe estime qu'en cas de guerre chacun doit agir selon sa

conscience. Aussi elle s'engage dans ce que seront les Brigades internationales. » (Marie Barral, <http://sijetaisdeboutsurmatete.blogspot.com>)

Dès 1917, les bolcheviks ont fait main basse non seulement sur la révolution en Russie mais sur l'idée même de révolution en se servant de leur légitimité toute neuve de vainqueurs. On se souvient de l'entrevue entre Trotski, le commissaire du peuple, et Gaston Leval, délégué de la CNT au congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge en 1921 et qui ose du haut de ses 26 ans lui demander des nouvelles des anarchistes emprisonnés et qui, surtout, ne se satisfait pas de ses réponses dilatoires. Comme Gaston Leval insiste, Trotski furieux prend l'impertinent par le revers et lui hurle: « Nous avons fait la révolution, nous autres, les bolcheviks, et vous qu'avez-vous fait? Ce n'est pas à vous de nous donner des ordres, nous n'avons pas à en recevoir de vous! » Tout est dit. Avec Staline, la récupération sera parachevée d'autant qu'elle sert également les thuriféraires du capitalisme: le socialisme réel constitue en effet le parfait repoussoir.

Après l'ouverture des archives et les très nombreuses publications consacrées à leur guerre sans merci menée contre la révolution espagnole, le rôle funeste des stalinien ne fait plus aucun doute. Pour autant, le mythe perdure à travers, notamment, les brigades internationales, « les meilleurs, les alliés les plus efficaces de la République » pour Dolorès Ibarruri, devenues une sorte de synonyme commode pour évoquer l'engagement de tous les étrangers dans le conflit espagnol qui se trouvent ainsi enrôlés sous la bannière communiste. Ainsi après la quasi-disparition des partis stalinien et de leurs fidèles compagnons de route, l'utilisation de ce synonyme continue pourtant à remplir ses fonctions idéologiques en conférant un semblant de légitimité à ce mouvement moribond mais surtout en contribuant à entretenir confusion et amalgame entre l'idée de révolution sociale et le stalinisme afin de faire perdurer son effet dissuasif sur le mode: plutôt Wall Street que les grandes famines, plutôt nos CRS que le goulag, plutôt EDF que Tchernobyl, etc.

Mato-Topé

Simone Weil

sur le front d'Aragon

Le texte que nous reproduisons ici a été publié en 1975 dans les *Dossiers H Les Écrivains et la Guerre d'Espagne*. Ce dossier avait été dirigé par Marc Hanrez. Nous avons conservé l'orthographe Luis Mercier Vega. Luis Mercier (alias Charles Ridel, de son vrai nom Charles Cortvrint...) avait écrit un article sur Simone Weil.

La rédaction

Luis Mercier Vega

EN JUIN 1936, Simone Weil visite un des premiers établissements – Sauter et Harlé, en plein Paris – qu'occupaient les ouvriers en grève. Elle est pilotée par le militant qui anime le mouvement, Félix Guyard, dit « Lapin », syndicaliste et anarchiste. Elle est frappée par la tenue des grévistes, calmes, joyeux et résolus; par la propreté de l'établissement, dont toutes les machines ont été nettoyées; par les services de ravitaillement et de cuisine organisés par une équipe de jeunes animateurs du Syndicat des cuisiniers, pour la plupart libertaires eux aussi.

En marge des grandes organisations, mais plongés dans les mouvements de base, microbes virulents et vibrionnants, les ouvriers anarchistes jouent un rôle important dans la vague gréviste, quoique sans résonance dans la presse d'information.

On les trouve en flèche chez Lavalette, chez Bloch, chez Lioré-Ollivier pour la métallurgie parisienne; mais aussi, et dès les premières alertes, dans l'Ouest, sur les chantiers navals, ou à Toulouse dans l'industrie aéronautique.

Simone Weil, qui a été et est toujours active dans les syndicats de l'enseignement, a connu ce type d'activistes dans la Loire, où la tradition syndicaliste révolutionnaire est vive et où les noyaux anarchistes sont nombreux. Elle est attirée et simultanément repoussée par l'extrême simplicité de leur morale. Entre le mineur, le terrassier, le tourneur, purs produits d'une certaine coutume ouvrière, et l'agrégée de philosophie nourrie de grec ancien et en état de permanente interrogation spirituelle, les échanges sont faciles, fructueux, mais limités.

Quand le métallo Guyard et le « ripeur » (livreur de charbon en sac) Carpentier, accompagné de l'ouvrier saleur de cuirs Planchard visitent Simone dans la demeure de ses sympathiques parents, le Dr Weil et son épouse, il y a toujours quelque chose qui accroche. Simone a beau rouler son tabac gris et porter des pull-overs de grosse laine, c'est quand même dans

un appartement dont les hautes fenêtres donnent sur le jardin du Luxembourg qu'elle les reçoit. Et le nerveux Guyard, qui marche de long en large sur le tapis, est étonné de voir apparaître la femme de chambre à chacun de ses va-et-vient: « Monsieur désire? » Guyard ne désire rien, pas même voir la soubrette. Il ignore évidemment qu'il marche, chaque fois qu'il fait demi-tour au bout du salon, sur le bouton d'appel.

Les discussions portent sur la vague de grèves, sur les voies et moyens d'une action ouvrière délivrée de la tutelle des partis, sur l'Espagne aussi, où s'est tenu en mai le congrès de la CNT, à Saragosse, auquel Planchard a assisté. Ce dernier rapporte le mot de Francisco Ascaso: « Cette année, ou jamais. »

C'est ce type d'hommes que Simone ira rejoindre en Aragon. Mais cette fois dans une atmosphère de lutte ouverte, de guerre sociale.

Un mois ne s'est pas écoulé depuis le soulèvement militaire que déjà Simone Weil est en Espagne. Elle passe rapidement par Barcelone, rejoint Bujaraioz où se trouve Buenaventura Durruti et son « état-major », puis pousse jusqu'à Pina del Ebro où se forme un détachement international.

Dès le 15 août elle obtient son entrée dans le groupe composé d'une vingtaine de volontaires français, italiens, espagnols francisés, bulgares. Elle porte le fusil, revêt la combinaison de mécanicien qui sert d'uniforme, chausse des espadrilles, se noue le foulard rouge et noir autour du cou, se coiffe du calot aux mêmes couleurs. Elle se veut donc, elle est milicienne, contrairement à ce que dira Gustave Thibon dans sa préface à *La Pesanteur et la Grâce*, où il la présente comme une observatrice.

C'est une milicienne qui ne manque pas de courage et qui exige de participer aux expéditions de reconnaissance. Ce qui ne va pas sans causer quelques problèmes aux animateurs du groupe international: Louis Berthomieux, ancien capitaine d'artillerie de

la Première Guerre mondiale, désigné conseiller militaire; Charles Carpentier, militant anarchiste du groupe d'Aubervilliers, qui a fait les campagnes marocaines comme caporal mitrailleur; Charles Ridet, des Jeunesses anarchistes de la région parisienne, correspondant du *Libertaire*. Simone ne possède aucune notion du maniement des armes: de plus elle est myope et porte des lunettes à verres épais. Il est question d'abord de lui confier des tâches d'arrière-garde, comme celle de mon-

Simone ne possède aucune notion du maniement des armes; de plus elle est myope et porte des lunettes à verres épais.

ter une antenne pour les premiers soins, mais elle tempête, insiste pour courir les mêmes risques que les combattants, finit par l'emporter.

Le groupe international de la colonne Durruti en est à ses débuts. Il est né du désir d'un petit noyau de volontaires étrangers de créer une formation de combat avec des éléments possédant un minimum d'instruction militaire et si possible une expérience de la guerre. Après avoir participé à quelques engagements (avance sur Osera, occupation de Pina, coup de main sur Gelsa) le trio Berthomieux-Carpentier-Ridet a compris que les centuries espagnoles auraient besoin de quelque temps pour apprendre l'ABC des combats sur le terrain et l'usage raisonné des armes lourdes. Dès l'origine, la fonction du groupe est claire et simple: servir de fer de lance pour permettre l'avance des milices.

La première mission qui leur est confiée est d'aller couper la voie ferrée située en territoire franquiste. L'avance des deux colonnes confédérées (c'est-à-dire relevant de la Confédération nationale du travail) le long de l'Èbre est inégale. Pina, sur la rive gauche, est située plus avant que le front tenu par la colonne Ortiz-Ascaso, sur la rive droite. Les troupes phalangistes sont ravitaillées par des convois ferroviaires qui partent de Saragosse et passent par la gare de Pina, de l'autre côté du fleuve. Faire sauter les rails rendrait plus difficile le transport de vivres et de munitions à destination des forces franquistes et favoriserait une attaque des milices sur Quinto.

Une première reconnaissance est faite par une demi-douzaine de volontaires dont Simone Weil. Elle permet de constater l'existence de canaux d'irrigation qui pourront favoriser le cheminement et de vérifier la distance exacte qui sépare la berge de la voie ferrée. Quelques jours plus tard le groupe entier passe l'Èbre, de nuit. Il prend contact avec une famille paysanne dont le fils – 17 ans – va fournir des renseignements sur les effectifs qui protègent la gare et le chemin de fer. Le coup de main ne peut avoir lieu immédiatement, les explosifs n'ayant pas été livrés par la colonne.

En revanche, deux fusils-mitrailleurs sont fournis. À l'aube, les phalangistes tentent d'encercler le groupe, centré sur un petit bâtiment agricole. L'attaque phalangiste est repoussée avec pertes, un jeune fasciste est fait prisonnier lors d'une sortie. Mais l'artillerie située sur les bâtiments a repéré les miliciens et ajuste son tir. Au troisième obus le bâtiment est atteint. Les « internationaux » ont eu le temps de se retirer. L'affaire est terminée. Le repli et la traversée de l'Èbre se font sans désordre.

Quelques heures auparavant, Simone Weil qui avait été placée à la cuisine – en fait pour la mettre à l'abri – a été évacuée: elle s'était grièvement brûlée en mettant le pied dans une marmite d'huile posée sur un feu vif. Après un premier pansement elle avait voulu rejoindre le groupe, mais il avait fallu la raisonner, la dissuader, pour qu'elle accepte finalement d'être transférée dans un *hospital de sangre*.

À Sitges, où elle est évacuée, elle reçoit la visite de ses parents aussitôt accourus. Ils obtiendront, avec l'aide de quelques miliciens du groupe international venus à Sitges faire soigner des blessures récoltées lors de la prise de Siétamo, qu'elle rentre en France – provisoirement – pour y achever son traitement.

Voilà l'expérience directe de Simone Weil achevée. Ces notes de l'époque¹ sont brèves et reflètent à la fois pour les hommes et pour les choses une vive curiosité et l'évidente préoccupation d'observer son propre comportement face au danger. Il est bien évident que ces bouts de phrases crayonnés par Simone, où la plupart des noms sont estropiés, (Roanna pour Ruano, Santillan pour Sevilla) ne représentaient pour elle que des repères et n'étaient en aucune façon destinés à la publication.

Une phrase pourtant s'en détache, écrite lors de la petite expédition en territoire franquiste: « Les nôtres ont versé assez de sang. Suis moralement complice. »

De retour à Paris, elle continue à porter ostensiblement les couleurs de la FAI et de la CNT et participe aux grandes réunions publiques de soutien à la Révolution espa-

Elle s'était grièvement brûlée en mettant le pied dans une marmite d'huile posée sur un feu vif.

gnole. Même quand elle se détachera progressivement du mouvement syndicaliste révolutionnaire pour chercher des voies nouvelles (elle fréquentera les milieux des *Nouveaux cahiers*, le groupe Detœuf, s'intéressera aux conceptions de Belin), elle pratiquera encore une solidarité concrète envers ses « anciens camarades ». Et cela jusqu'à la guerre de 39. Celle qui passera du pacifisme quasi absolu à l'adhésion à la résistance, secourt encore en décembre 1939 les rares insoumis et déserteurs qui pratiquent le refus.

La publication de sa lettre à Bernanos dans le bulletin des amis de Georges Bernanos²

passa à peu près inaperçue dans les milieux révolutionnaires. Ce n'est qu'en 1955 lorsque Jean-Paul Samson la reproduit dans sa petite revue *Témoins*³ – à laquelle collaborent des hommes comme Albert Camus, André Prudhommeaux, Jean Rounault, Georges Navel, Pierre Monatte – que le choc se produit.



Simone Weil, milicienne en Aragon. Dessin Phil Casoar.

C'est qu'il s'agit non pas d'une lettre critique et condamnant les agissements, le comportement, la cruauté ou les crimes du camp républicain, mais d'un jugement absolu sur l'ensemble des révolutionnaires, miliciens espagnols ou étrangers. Or, la plupart des faits que Simone dénonce lui ont été rapportés par ses compagnons du groupe international eux-mêmes indignés.

Ce qui paraissait un procédé inacceptable c'était la façon dont elle s'adressait à Bernanos, pour capter sa sympathie, s'en faire un interlocuteur amical, au même niveau, dans le même esprit, fusse au détriment de ses anciens camarades. Car l'exécution du jeune phalangiste fait prisonnier à Pina par exemple, ce sont ses amis Carpentier et Ridet qui la lui ont racontée quand ils l'ont visitée à Sidges avec beaucoup moins de détails qu'elle n'en imagine pour toucher son interlocuteur chrétien.

Par contre, quand elle déclare qu'elle a connu « des Français [...] qui baignaient dans cette atmosphère de sang avec un véritable plaisir », ou « qu'un abîme séparait les hommes armés de la population désarmée », ou encore qu'« on part en volontaire, avec des idées de sacrifice, et on tombe dans une guerre de mercenaires... », aucun des survivants du groupe international ne peut reconnaître ce qu'il a, plus longtemps que Simone et avec une égale sensibilité, vu et vécu.

Le groupe, ni collectivement, ni par l'intermédiaire d'aucun de ses membres, n'avait participé à un quelconque peloton d'exécution (deux miliciens espagnols furent exclus de ses rangs quand ils reconnurent avoir fait partie



antérieurement d'une équipe semblable). Louis Berthomieux, de même que les délégués des diverses sections, avait constamment protégé les prisonniers ou les ralliés contre les menaces de certains exaltés (après les combats de Farlete et de Siétamo, le groupe comprenait une centaine de volontaires directement sortis des rangs franquistes, sur un total de 450 hommes). Dans les situations difficiles que créaient les avances et les combats, la règle était de respecter les paysans, leurs coutumes et leurs croyances, même si elles paraissaient absurdes. Si bien que guides, aides et passeurs ne manquèrent jamais pour les opérations. Quant à la qualification de mercenaire, c'était pousser la formule littéraire un peu loin, puisque le groupe fut formé avant même qu'il ne soit question d'accorder une solde aux miliciens, que la plupart des membres avaient abandonné leur profession et leurs occupations habituelles pour accourir en Espagne (certains venaient d'Italie, comme le jeune Giua, d'autres de la Ruhr et de la Sarre, certains de l'underground politique ou social, comme ce remarquable « casseur » romagnol qui, décidé à trouver sa fin au combat, sacrifia le butin qu'il avait accumulé en France pour acheter des armes). Les membres du groupe étaient certes capables de beaucoup de choses, et dans leur passé figurait un nombre impressionnant d'années de prison, mais l'idée même de venir chercher un avantage matériel en terre ibérique aurait provoqué des rires, ou plutôt des ricanements.

Le souci de « trouver » Bernanos, de créer un langage qui leur fût commun, semble avoir poussé Simone Weil à dépasser ce qu'elle savait d'expérience propre. Ses amis, qui l'avaient acceptée, adoptée, avaient comme elle, sinon avant elle, et dans les conditions mêmes de la guerre civile, sur le terrain, résisté à l'ambiance de violence gratuite. Ils ne pouvaient admettre la façon dont elle voulait séduire Bernanos: « Vous êtes royaliste, disciple de Drumont – que m'importe. Vous m'êtes plus proche, sans comparaison, que mes camarades des milices d'Aragon, ces camarades que, pourtant, j'aimais. »

Sans doute, les contradictions qu'il est relativement aisé de relever dans les écrits successifs de Simone Weil trouveraient-elles une explication dans un drame intérieur, dans cette quête passionnée du savoir pour laquelle intervenaient des expériences multiples, condition de la connaissance totale. L'engagement est réel, au moment où il a lieu et dans les conditions du moment; mais il n'est qu'épisodique et circonstanciel. Il est une phase de sa recherche permanente, une étape suivant et en précédant d'autres, mais il se superpose, simultanément, à d'autres engagements ou expériences.

La phrase des carnets de Simone Weil sur « le sang versé par les nôtres » est antérieure aux crimes et méfaits qu'elle citera dans sa lettre à Bernanos (l'exécution du jeune phalangiste, le massacre de civils à Siétamo, par

exemple). La milicienne qui réclame son poste de combat connaît les défauts ou les tares du camp en faveur duquel elle s'engage. La complexité des situations de guerre civile interdit donc des jugements en forme de couperet; mais, quand elle s'adresse au romancier catholique, la condamnation qu'elle présente frappe la totalité de ses camarades d'Aragon. Il est possible de se demander si Simone Weil ne s'est pas effectivement présentée à Gustave Thibon et au Père Perrin, la guerre d'Espagne terminée, comme une observatrice de la tragédie ibérique et non plus comme une combattante. Et il devient difficile dès lors de savoir si les nombreux biographes de Simone Weil, qui expliquent son évolution vers un certain mysticisme suivant une progression inéluctable, ont trouvé des arguments dans les témoignages de ceux qui l'ont connue à chacun de ses avatars, ou s'ils les ont alignés en suivant l'image que Simone Weil offrait d'elle-même.

Aucun des militants ouvriers ou des révolutionnaires qui ont connu l'auteur de *La Pesanteur et la Grâce*, alors qu'elle participait aux luttes syndicales et à la vie des groupements d'avant-garde, n'a jugé ni condamné son évolution ultérieure. Ils lui ont conservé des sentiments d'affection et de respect. Pourtant, aucun d'entre eux n'a été touché ou ému par le sens nouveau de sa recherche et par ses derniers élans spirituels.

Aussi profond que fût son engagement, aussi bouleversant que fût son témoignage, elle n'appartenait pas naturellement à ces groupes d'hommes et de femmes issus de couches sociales ouvrières et conscients d'y appartenir. Un observateur lucide et sensible comme Jean Duperray l'a fort bien noté, dans des pages de souvenirs qu'il a publiées il y a quelques années dans *Les Lettres nouvelles*.

Paradoxalement, c'est pendant les quelques jours de son passage dans les milices d'Espagne que Simone Weil aurait pu rencontrer des êtres qui, brûlés par leur soif d'absolu, cherchaient comme elle une brèche dans le mur de l'absurde. Voués à la quête d'une société de justice et de liberté, broyés par des régimes de force brutale ou hypocrite, coincés entre leur rêve et leur lucidité, ils partirent combattre en Espagne non pas dans l'espoir du triomphe, mais dans la certitude de pouvoir y mourir sans trahir. **L. M. V.**

1. *Écrits historiques et politiques*, Paris, Gallimard, 1960.

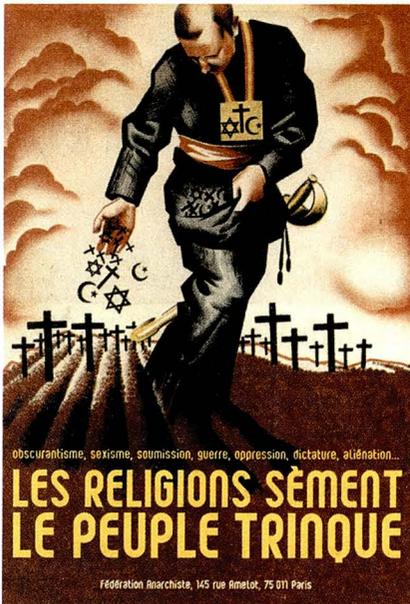
2. N° 4, juin 1950.

3. N° 7, 1954.

Les dessins de Simone Weil, Carpentier et Ridet, de Phil Casoar, sont parus dans *Présence de Louis Mercier* (ACL). Dans cette brochure, avec des contributions de David Berry, Amedeo Bertolo, Sylvain Boulouque, Marianne Enckell, Charles Jacquier et Phil Casoar. Ce dernier revient dans un article (Louis Mercier, *Simone Weil: retour sur une controverse*) sur la polémique avec la philosophie.



Charles Carpentier et Charles Ridet. Dessin Phil Casoar.



Affiche disponible à la librairie du Monde libertaire.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

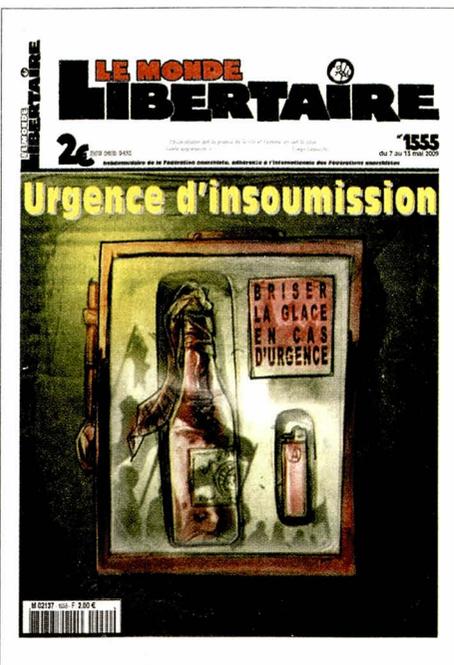
www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez Le Monde libertaire le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



Dijon

Les Tanneries c'est loin d'être fini !

UN ÉNIÈME PROJET d'urbanisme plane sur le quartier des Abattoirs : l'espace autogéré des Tanneries doit dégager. Il a été ouvert en 1998 par un ensemble de collectifs et d'individus, mûs par le besoin d'un espace autonome, non soumis aux impératifs de rentabilité, à l'aseptisation bureaucratique et à l'ordre social qui exclut et exploite.

La situation de crise actuelle ravive les débats sur nos modes de vie, et pousse à renouer avec des solidarités, des pratiques d'entraide, d'action collective que le capitalisme et l'atomisation individuelle avaient tout fait pour éroder.

Ainsi a pris forme le projet de l'espace autogéré des Tanneries, par la distribution directe et sans marge commerciale, de musique ou lectures. Mais aussi en s'attachant à produire des légumes, à collectiviser des outils, à recycler et construire des vélos ou des ordinateurs, ou à mettre en place une zone d'échange non marchand.

Demander une simple participation aux frais ou développer la gratuité, refuser les subventions et la dépendance aux institutions, sont parmi les pistes que nous avons explorées pour ôter à l'argent sa centralité, à défaut de pouvoir totalement s'en passer.

Le collectif des Tanneries s'est souvent directement investi dans les résistances des sans-papiers, des prisons, des OGM et de l'industrie pétrolière, du logement et des squats, de l'éducation et de la précarité, ou encore de

l'installation d'un réseau de vidéo-surveillance à Dijon et de bornes biométriques à l'entrée des écoles...

L'espace autogéré s'est aussi peu à peu constitué en lieu relais où peuvent se débattre et se poursuivre des aventures collectives. Les Tanneries constituent un lieu de réunion et de travail pour divers réseaux et groupes militants à Dijon et à travers la France...

Les rapports conflictuels avec les autorités qui ont essayé à diverses reprises de nous faire partir nous donnent à penser que le pouvoir a peur de voir un nombre sans cesse croissant d'individus s'auto-organiser.

Si les Tanneries existent encore aujourd'hui, au terme d'années de bataille et grâce à un large soutien de Dijonnais et de toute l'Europe, c'est bien la démonstration que l'action directe est nécessaire et que seule la lutte paie !

Aujourd'hui les Tanneries ne désirent pas rester cloisonnées dans des revendications spécifiques et s'inscrivent dans le collectif du 19 mars et d'autres initiatives inter-luttes. Nous tenons surtout à ce que puissent éclore des dizaines de ces espaces de possibles, et que se rencontrent dans des actions complémentaires, grévistes, employés, chômeurs, sans-papiers, précaires, étudiants, révoltés, sans étiquette et autres oubliés.

Collectif des Tanneries

<http://squat.net/tanneries>

Le groupe May-Picqueray de Nantes

DEPUIS DÉBUT AVRIL, le groupe a rejoint la Fédération anarchiste. Nos objectifs sont multiples : représenter la FA à Nantes, afin de fédérer les anars Nantais (une grande ville comme ça, quand même !), créer et entretenir des relations avec les autres tendances anarchistes ou proches dans les luttes, propager nos idées anarchistes (tracts, affiches, présence dans les réunions, vente du ML...), participer aux luttes locales et nationales pour apporter notre vision anarchiste de ces luttes, créer des actions locales (réunions thématiques, concerts, manifs, etc.).

Il faut rajouter qu'il régnait une ambiance assez détestable dans les milieux anars de Nantes, chacun ne militant et ne mettant en avant que sa propre « paroisse » en dénigrant les autres. Bref, un milieu assez sectaire. Une autre particularité est qu'il existe beaucoup d'autonomes, ceci étant dû certainement à la faible représentation des structures nationales.

Nous avons commencé par faire acte de présence à toutes les manifs (pour lesquelles

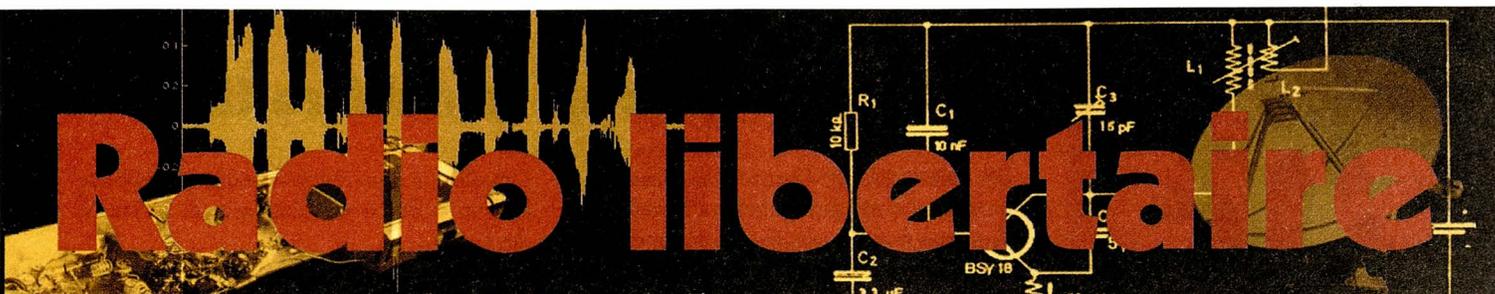
nous nous sentions concernés, bien sûr), avec drapeaux noirs et seulement « en soutien ». Nous avons pu ainsi, petit à petit, discuter avec les uns et les autres et rentrer en confiance avec eux.

Maintenant, nous appelons à l'unité pour les manifs et nous nous coordonnons tout en gardant chacun notre liberté d'action. Nous sommes en relation avec AL, le SCALP, la CNT et SUD étudiants.

Depuis trois manifs, les anars prennent maintenant systématiquement la tête des cortèges. C'est ainsi qu'on a pu voir près de 500 anars en tête de la manif du 1^{er} mai ! Autant vous dire que les bacqueux (agents de la BAC, N.D.L.R.) y regardent à deux fois avant de serrer un manifestant. Ils ont dû changer de tactique car maintenant, ils en repèrent quelques uns et essaient de les serrer après la manif dans les rues ou dans les bars de la ville.

Eric

groupe May-Picqueray de la Fédération anarchiste



Radio Libertaire

Jeudi 14 mai

Jus de rue (8 h 30) Revue de presse, reportages, actualités sociales: Casquette.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30)

Si vis pacem (18 heures) Émission de l'Union pacifiste.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Vendredi 15 mai

Koumbi (16 heures) Actus africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Émission de l'association Sat-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi (19 heures) Actu de la Ligue des droits de l'Homme.

Samedi 16 mai

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)
Et si c'était pas dieu qui avec une boulette de viande a créé l'homme et la femme... Darwin et l'évolution, avec Thomas Heams.

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales « L'Afrique au secours de l'Afrique », avec Sanou MBaye (Éditions de l'Atelier). Dans le monde une classe en lutte.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Deux sous de scène (15 h 30) Actus de la chanson vivante.

Bulles noires (17 heures) Actus Littérature noire BD et Polar.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Dépistage de la maladie de Chagas avec le Dr Silvia Pedro Gomez, spécialiste bolivienne et la journaliste indépendante colombienne Maria Piedad Ossaba.

Dimanche 17 mai

Goloss trouda, la voix du travail (8 heures) Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre.

Échos et frémissements d'Irlande (18 h 30) Actus musiques celtiques.

Désaxés (20 h 30) L'actualité du Septième Art.

Lundi 18 mai

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

La santé dans tous ses états (18 heures) Actus santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme, la revue *Afrique XXI*.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 19 mai

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme, textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures) Le collectif Non à la politique de la peur et l'Appel des 39, la nuit sécuritaire. Ces deux collectifs créés suite au discours de Nicolas Sarkozy à l'hôpital psychiatrique d'Antony appellent à la mobilisation contre les dérives sécuritaires.

Pas de quartiers (18 heures) En cette journée très officiellement consacrée à l'Hépatite C, des professionnels de santé et de réduction des risques auprès des personnes toxicomanes nous révèlent en direct le dessous des cartes. Tous à vos galènes!

Paroles d'associations (19 h 30) Non communiqué.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte.

Mercredi 20 mai

Blues en liberté (10 h 30) Joe Louis Walker, still alive!

Sans toit ni loi (12 heures) Émission d'actualité sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Actus Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Avec Michaël Paraire, à propos de Rosa Luxembourg.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers. Hugo, artiste-peintre, après 29 ans d'enfermement dans les geôles françaises. Il a été présent au festival de l'Art et l'Humain de Radio Libertaire au centre culturel de la Clef, le 21 et 22 mars.

Les Rendez-Vous soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock Session live, en direct de La Cantada.

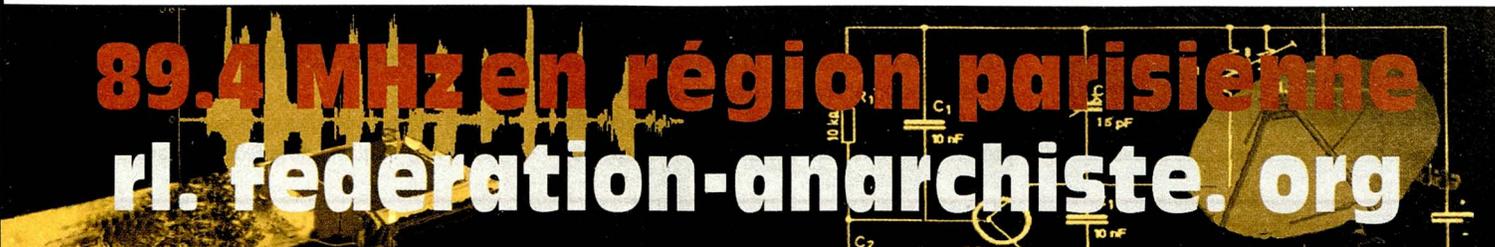
Jeudi 21 mai

Si vis pacem (18 heures) Alliance espérantiste et pacifiste Radio espéranto mobilisée contre le Salon du Bourget et l'organisation terroriste de l'Atlantique Nord.

Vendredi 22 mai

Petits matins pour le grand soir (8 h 30) Textes militants lus et commentés pour affronter le monde d'aujourd'hui.

L'écho des cabanes (11 heures) Actualités des familles de détenus.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 14 mai

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, université populaire de Saint-Denis. Cycle Religion: rristes réalités. Le Vatican, façon Ratzinger. Présentation de Gérard da Silva, co-auteur, avec Jocelyn Bézecourt, du livre *Contre Benoît XVI*, paru en 2006. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, RER D. Entrée libre.

Vendredi 15 mai

Vannes (56)

20h30. Le groupe libertaire Lochu (FA Vannes) organise une projection-débat autour du film *l'An 01*, au Palais des Arts. Entrée libre.

Orléans (35)

20 heures, Le groupe Gaston-Couté invite à un débat sur le thème: La criminalisation des luttes sociales, à L'Atelier, 203, rue de Bourgogne.

Samedi 16 mai

Le Perreux-sur-Marne (94)

20h30. Festival Zik off avec aussi: Mission frelon, Minds go to Eleven, Blues Deviation. Parc du Saut-du-Loup, 4, rue Estienne-d'Orves.

Montreuil 93

19 heures. Montr'UP, université populaire de Montreuil. Thème: Femmes philosophes, femmes révolutionnaires. Avec Michaël Paraire, philosophe, écrivain. Expositions des peintures de Chari Goyeneche. À La Parole errante, 9, rue François-Debergue, 93 100 Montreuil. Métro ligne 9, station Croix de Chavaux. Entrée libre.

Paris XI^e

16h30. René Berthier pour son livre *Digressions sur la Révolution allemande* aux Éditions du Monde libertaire. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Paris XVIII^e

15h30. Guillaume Carnino pour un débat autour de l'ouvrage

collectif *La Tyrannie technologique* (Éd. L'Échappée, 2007). Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses. Tél.: 01 42 23 32 18 bibliotheque-larue.over-blog.com.

Dimanche 17 mai

Paris XX^e

De 14 heures à 16 heures, à l'occasion du festival Fairplaylist des musiques écolos et équitables, Fréquence Paris Plurielle (106.3), membre de la coordination Radios en lutte, organise, métro Ménilmontant, une émission en public et en plein air: débat autour du passage à la Radio numérique terrestre et autres mises en danger des radios non commerciales. La RNT, c'est ce qui remplacera la bande FM en 2012. Il faudra racheter tous vos postes radios, il y aura de la pub en plus sur de petits écrans, et des radios libres en moins sur les ondes. www.rfpp.net, radiosenlutte.free.fr www.fairplaylist.org. Tél.: 01 40 05 06 01.

Mardi 19 mai

Metz (57)

20 heures: débat avec la Fédération anarchiste: Élections européennes: quels enjeux? Caveau du café Jehanne-d'Arc, Place Jeanne-d'Arc. Entrée libre.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysité, université populaire de Saint-Denis. Cycle, les révolutions libertaires. La Révolution espagnole: 1936-1939. Présentation de Philippe Paraire docteur en philosophie et Michaël Paraire écrivain-philosophe. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Dimanche 24 mai

Ivry (94)

12 heures. Fête du groupe libertaire d'Ivry. 13h30: projection du documentaire de Jean-Pierre Thorn *Le Dos au mur*, suivi d'une discussion sur le thème: « Autogérons les luttes aujourd'hui pour autogérer la société demain. Concert: Puta guerilla, groupe anarcho-punk, insoumis et

subversif. Activités pour les enfants. 20 heures: Ainsi soit-il, théâtreperarock blasphématoire, par les squatters. Et beaucoup d'autres surprises. Bouffe pas chère. Squatt Sans plomb, 38, rue Gabriel-Péri à 100 mètres du métro Mairie-d'Ivry. Entrée libre.

Vendredi 29 mai

Besançon (25)

20h30. Colloque: Face à la crise et aux ravages du capitalisme, penser et agir avec Proudhon, avec Michaël Paraire, Jean Préposiet, Philippe Paraire, Archibald Zurvan, etc. Théâtre Bacchus.

Samedi 30 mai

Le-Pré-Saint-Gervais (93)

20 heures. Fred Alpi et the Angry cats (avec aussi: Kidd the Billy). Au Surcouf, 40, rue Honoré-d'Estienne-d'Orves.

Samedi 6 juin

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire: Droits de l'homme et anarchisme, organisé par le groupe Lairial. À disposition, table de presse de Matéria. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Montreuil (93)

20 heures. La parole errante, fête du combat syndicaliste, Fred Alpi et the Angry cats (avec aussi Heyoka, The Midnight Rovers): 9, rue François-Debergue. Métro Croix-de-Chavaux.

Vendredi 12 juin

Lyon 6

20h30. Spectacle de danses orientales: AMEL et les Almées, nous sommes tous des enfants d'immigrés. Salle Victor-Hugo, 35, rue Bossuet. Métro Masséna. Avec le concours de Radio Trait-d'Union. Contacts: Manolo 06 23 23 39 06, danseuseamel.com, manolo@danseuseamel.com

RADIO LIBERTAIRE

89,4MHz FM

RADIO-LIBERTAIRE@FEDERATION-ANARCHISTE.ORG

RL.FEDERATION-ANARCHISTE.ORG

